République Démocratique du Congo

Ministère du Plan

Observatoire Congolais du Développement Durable

# Cartographie et niveaux de référence des indicateurs des Objectifs de Développement Durable de la République Démocratique du Congo

## Rapport national

Mars 2018

# Table des matières

Sigles et Abréviations ..... 5
Liste des figures ..... 7
Liste des tableaux ..... 7
Préface ..... 9
Avant-propos ..... 11
Remerciements ..... 13
Résumé exécutif ..... 15

**Introduction** ..... 17
**Chapitre I. Cartographie des indicateurs du package national prioritaire** ..... 21
Introduction ..... 21
Section 1. Sources des données ..... 22
Section 2. Couverture en données statistiques ..... 24
1.2.1. Couverture globale ..... 24
1.2.2. Limitations de l'appareil statistique national ..... 27
**Chapitre II. Niveaux de référence des indicateurs du package national prioritaire** ..... 29
Introduction ..... 29
Section 1. Détermination des niveaux de référence ..... 29
2.1.1 Approche méthodologique ..... 30
2.1.2 Désagrégation des indicateurs ..... 31
2.1.3 Présentation des résultats ..... 32
Section 2. Nature du Gap ..... 32
2.2.1 Gap réel ..... 34
2.2.2 Gap apparent ..... 35
**Conclusion** ..... 37

Références bibliographiques ..... 39
Annexes ..... 41
Comités d'élaboration et de validation ..... 93

# Sigles et Abréviations

| | |
|---|---|
| ARPTC | Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications |
| BCC | Banque Centrale du Congo |
| CDF | Congolese Democratic Franc (Code ISO du Franc Congolais) |
| CESCN | Commission d'Études et des Statistiques des Comptes Nationaux |
| CNDH | Commission Nationale des Droits de l'Homme |
| EDS | Enquête Démographique et de Santé |
| E-QUIBB | Enquête à Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être |
| FMI | Fonds Monétaire International |
| GET | Groupe d'Études des Transports |
| IAEG-SDGs | Inter-Agency and Expert Group on SDG Indicators |
| IDE | Investissement Direct Étranger |
| IDH | Indice de Développement Humain |
| INS | Institut National de la Statistique |
| MICS | Multiple Indicator Cluster Surveys |
| MONUSCO | Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation du Congo |
| OCDD | Observatoire Congolais du Développement Durable |
| ODD | Objectifs de Développement Durable |
| OMD | Objectif du Millénaire pour le Développement |
| PGAI | Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PNLP | Programme National de Lutte contre le Paludisme |
| PNLT | Programme National de Lutte contre la Tuberculose |
| PNLS | Programme National de Lutte contre le Sida |
| PNMLS | Programme National Multisectoriel de Lutte contre le Sida |
| PNSD | Plan national stratégique de développement |

| | |
|---|---|
| PNUD | Programme des Nations-Unies pour le développement |
| PTF | Partenaires techniques et financiers |
| RDC | République Démocratique du Congo |
| SNDS | Stratégie Nationale de Développement Statistique |
| SNIS | Service National d'Informations Sanitaires |
| USD | United State Dollar (Code ISO du Dollar américain) |
| VIH/Sida | Virus d'Immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquis |
| WDI | World Developement Indicators |

# Liste des figures

Figure 1. Répartition des sources de données ..... 21
Figure 2. Répartition des sources de données en fonction de catégories d'indicateurs ..... 22
Figure 3. Couverture brute en données du package prioritaire ..... 23
Figure 4. Répartition des indicateurs pourvus en données statistiques ..... 24
Figure 5. Structure des d'indicateurs renseignés par des données statistiques ..... 25
Figure 6. Cartographie de la couverture globale par ODD ..... 25
Figure 7. Niveau de désagrégation des indicateurs de l'année de référence ..... 30
Figure 8. Structure du gap réel ..... 32
Figure 9. Répartition du gap par ODD ..... 32
Figure 10. Répartition des indicateurs ponctuels par sources des données ..... 33
Figure 11. Bilan de la couverture statistique des indicateurs du package national ODD ..... 34

# Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition des indicateurs du package national élargi ODD ..... 20
Tableau 2. Différentes sources nationales ..... 22
Tableau 3. Répartition du gap en information statistique ODD en 2015 ..... 31
Annexe 1. Répartition de la couverture statistique selon les sources de données ..... 39
Annexe 2. Répartition des sources de données des indicateurs du package national ODD ..... 40
Annexe 3. Niveau de référence des indicateurs du package national ODD ..... 45
Annexe 4. Tableau de bord des indicateurs du développement durable 2010-2016 ..... 55
Annexe 5. Tableau de bord macroéconomique (indicateur 19.13.1) ..... 78

# Préface

Il est indéniable qu'en matière de mise en œuvre nationale des Objectifs du développement durable (ODD), quatre interrogations se poseront à tous les pays, y compris à la République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agira notamment de savoir : (1) d'où l'on vient ? (2) où l'on va ? (3) quels progrès sont réalisés ? et en définitive, (4) où l'on en est par rapport aux objectifs fixés ?

Ces questionnements ne trouveront de réponses que si nous disposons des données statistiques fiables. Avec l'adoption des ODD, la mise en œuvre réussie de ce programme de développement post-2015 exige un rapportage sérieux et plus ambitieux que pour les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En effet, les ambitions sont de plus en plus importantes avec des domaines pour lesquels une attention particulière n'était pas accordée à l'époque.

Le présent rapport porte sur l'inventaire des statistiques des indicateurs du développement durable du package national prioritaire, de ceux relatifs à la mise en œuvre et au partenariat mondial. Les résultats de ce travail, lesquels vont permettre la mise en place d'un cadre de suivi et évaluation de l'agenda 2030, sont à la fois encourageants et préoccupants.

Encourageants dans la mesure où, sur les 133 indicateurs issus de l'inventaire en cause, 111 sont couverts par des données statistiques, soit 83,4%. Cette disponibilité des données est un bon signe pour un meilleur suivi et évaluation de la mise en œuvre des ODD dans le pays. C'est aussi un bon signe du fait qu'une telle couverture en données statistiques constitue une motivation additionnelle à mieux faire. Ce, d'autant plus que les uns et les autres disposent de baromètre pour suivre les évolutions.

Préoccupants dans ce sens que ce taux de couverture statistique occulte certaines situations liées tant à la présence des indicateurs ponctuels ou non continus dans le temps ainsi qu'à la couverture, à raison de 23%, des indicateurs par des sources internationales. Il ressort de l'inventaire que 19% des indicateurs ne disposent nullement de données. Aussi, la disponibilité des données, avec ce gap, pose-t-elle un problème auquel nous devons urgemment répondre.

Un des avantages de ce rapport est de souligner les limites de notre appareil statistique national mais aussi la qualité des données disponibles en lien particulier avec l'exigence de reportage des évolutions vers l'atteinte des ODD. Ainsi sont indexés les différents focus sur lesquels, nous, autorités publiques, devons engager des réformes pour relever le défi. Car, des meilleures données assurent non pas seulement un meilleur suivi-évaluation mais une prise idoine des décisions à l'effet d'améliorer les conditions de vie de notre peuple et in fine atteindre les ODD en 2030.

Ce rapport national sur la cartographie et les indicateurs de référence des ODD de la RDC produit par l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), avec l'appui technique et financier du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), s'inscrit résolument dans le processus gouvernemental de renforcement du système statistique national. Il balise le chemin pour une évaluation continue de la mise en œuvre des ODD en RDC.

Dans ce cadre, le Gouvernement compte porter un accent particulier sur la collecte des statistiques en vue  non seulement de combler le gap statistique relevé dans ce rapport, mais aussi et surtout d'indiquer clairement qu'il place résolument son action dans l'optique de la Gestion axée sur les résultats (GAR). C'est de cette façon qu'il entend accélérer les progrès vers la réalisation des ODD. Pour ce faire, le Gouvernement compte sur la poursuite des efforts des Partenaires techniques et financiers (PTFs) dans l'appui des institutions nationales pour la production continue des données statistiques de meilleure qualité, régulières et facilement accessibles.

**Modeste BAHATI LUKWEBO**

*Ministre d'Etat, Ministre du Plan*

# Avant-propos

Sous l'égide des Nations Unies, la Communauté internationale a adopté en septembre 2015 l'Agenda international 2030 de développement durable, connu sous le label d'Objectifs de développement durable (ODD). Basé sur 17 objectifs, ce nouvel Agenda de développement se veut holistique, universel et ambitieux. Les ODD sont un plan d'action transformationnel pour l'humanité, la planète et la prospérité. Ils visent à affranchir le monde de l'extrême pauvreté, protéger la planète contre le changement climatique et assurer une gestion durable de ses ressources, combattre les inégalités et les discriminations, construire des sociétés pacifiques et ouvertes, et garantir la dignité et la liberté de tous, tout en ne laissant personne derrière.

Avec l'appui de la Communauté internationale, dont le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), la République démocratique du Congo (RDC) a amorcé à partir de 2016 la création d'une structure ad hoc, la contextualisation et la priorisation des cibles des ODD ainsi que l'intégration des desdites cibles dans le  Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

Dans la phase de mise en œuvre, le suivi des progrès vers l'atteinte des ODD posera des défis énormes, particulièrement en matière de données statistiques. Il est connu que le suivi des progrès réalisés dans l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) était difficile. Celui des ODD le sera sans doute encore plus du fait de sa complexité, de sa pluri-dimensionnalité et de son large éventail thématique et sectoriel.

Pour réussir le suivi des ODD, informer les acteurs et décideurs politiques, éclairer la prise de décision et s'assurer que personne n'est laissée pour compte, il est nécessaire d'opérer une révolution statistique et mettre en place un système d'information statistique robuste, capable de fournir des données fiables, actualisées, accessibles, régulières et ventilées.

En prélude à cette révolution statistique, le Ministère du Plan par l'entremise de l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD) a entrepris un exercice de cartographie des indicateurs du package national ODD de la RDC. Le but visé est de fournir au pays une base des données sur les indicateurs ODD priorisés. A ce titre, ce rapport fournit les sources objectivement vérifiables de données de ces indicateurs et les gaps (données manquantes) statistiques. Il propose par ailleurs une stratégie pour combler de manière efficiente ce gap pour un suivi et évaluation efficace des évolutions vers l'atteinte des ODD en RDC.

Le PNUD félicite le Gouvernement congolais pour la qualité des données fournies dans ce rapport et remercie toutes les parties prenantes impliquées dans son élaboration. Il réitère ici son engagement de continuer à soutenir tous les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des ODD en RDC. Il s'agit particulièrement des efforts consistant à mettre en place un système efficace de collecte de données pour le suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des cibles des objectifs de ce nouvel agenda international de développement.

**Kim Bolduc**
*Coordonnateur résident du Système des Nations-Unies en RDC*
*Représentant résident du PNUD*

# Remerciements

Faisant suite à l'adoption des Objectifs du développement durable (ODD) en septembre 2015, la République démocratique du Congo (RDC) est déjà dans la phase d'accélération de la mise en œuvre de ce nouvel Agenda international de développement. A l'instar du précédent Agenda sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) arrivé à terme en 2015, le suivi et évaluation demeure un de critères décisifs de l'atteinte des objectifs fixés. Ces objectifs spécifiques, mesurables, accessibles, réalisables et tenus dans le temps sont assortis des cibles et des indicateurs correspondants.

L'exercice de cartographie a consisté à doter la RDC du cadre de suivi et évaluation des indicateurs des objectifs du développement durable. Le package national élargi, lequel a fait l'objet de l'exercice, compte 133 indicateurs couvrant 100 cibles selon la répartition ci-après : 59 indicateurs correspondant aux 38 cibles du package national prioritaire, 49 indicateurs pour les 43 cibles de mise en œuvre et 25 indicateurs concernent les 19 cibles se rapportant à la revitalisation du partenariat mondial au service du développement soutenable et du renforcement des moyens de ce partenariat.

L'analyse au regard du caractère multidimensionnel de l'agenda 2030 montre que 41 Indicateurs relèvent du domaine social. Il s'agit des Objectifs 1, 2, 3, 4 et 5, soit 31% du total. Viennent en deuxième position les 38 indicateurs du domaine environnemental couvrant les Objectifs 6, 7, 11, 12, 13, 14 et 15, soit 29%. Les 35 indicateurs suivants concernent l'institutionnel et le partenariat mondial, respectivement les Objectifs 16 et 17, soit 26%. Enfin, *last but not least,* l'économique clôture la série avec 19 indicateurs se rapportant aux objectifs 8, 9 et 10, soit 14%. L'économique n'est plus l'indicateur dominant de la finalité de l'activité humaine, à savoir le développement, comme c'était le cas avec le taux de croissance du PIB réel, le taux de croissance du PIB par tête, l'indice du développement humain (IDH)….

Le décor pour rendre compte de la mise en œuvre de l'agenda 2030 est ainsi planté. En effet, suivre et évaluer la mise en œuvre de l'agenda 2030 figure parmi les missions dévolues à l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD), créé par Arrêté ministériel No. 010/CAB/MIN/PL.SRM/2016 du 14 avril 2016. C'est en prélude à la préparation du premier rapport national de suivi et évaluation des progrès du pays vers l'atteinte des ODD que l'OCDD a initié et produit ce rapport de cartographie des indicateurs du package national ODD.

Débutés en juillet 2017, les travaux de production de ce Rapport ont été précédés par la signature de la Lettre d'accord standard entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'OCDD. Ils font suite au Rapport national de localisation et de priorisation des cibles des ODD produits en septembre 2016. Ils ont bénéficié de l'appui multiforme des différents Experts de l'Administration et des services spécialisés du pays. Il importe de relever l'apport préliminaire mis à disposition par le PNUD ainsi que le concours technique des Experts du PNUD.

C'est ici le lieu de remercier les différents Experts nationaux et internationaux, y compris ceux de l'OCDD, qui ont efficacement participé et contribué au processus d'élaboration de ce Rapport. A cet égard, une mention spéciale est réservée au PNUD pour ses engagements technique et financier décisifs.

A l'issue des travaux de rédaction de ce Rapport, l'OCDD se fixe, à court terme, deux principaux objectifs relatifs aux ODD, à savoir : (i) ne ménager aucun effort pour appuyer le Gouvernement à apporter des solutions idoines aux insuffisances statistiques relevées dans ce rapport, notamment en ce qui concerne les initiatives pour combler le gap y déterminé, et (ii) s'engager résolument dans la production du premier Rapport National de suivi des indicateurs relatifs aux ODD.

**Prof. Vincent NGONGA NZINGA**

*Coordonnateur national de l'OCDD*

# Résumé exécutif

Le suivi et évaluation d'un processus aussi complexe que les Objectifs de Développement Durable (ODD) requièrent de disposer en temps utile de données ventilées de qualité. Ces dernières doivent être facilement accessibles et fiables, pour mesurer les progrès accomplis et orienter la prise des décisions.

Par conséquent, l'Observatoire Congolais de Développement durable (OCDD), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les institutions et organisations spécialisées nationales, s'est engagé à faire une cartographie des indicateurs du package national prioritaire ODD. Ce processus avait pour but de déterminer les indicateurs pourvus en données statistiques ainsi que leurs niveaux de référence. Il s'agissait par ailleurs de mettre en exergue le gap y afférent, tout en identifiant les différentes sources des données.

Le Rapport retient 2015 comme l'année de référence pour le suivi-évaluation de ce nouvel Agenda international de développement.

Il ressort de l'inventaire des sources de données statistiques que, de 133 indicateurs du package national prioritaire élargi des ODD (59 indicateurs priorisés, 49 indicateurs de mise en œuvre et 25 indicateurs de partenariat mondial), 108 sont couverts par des données statistiques, soit un taux global de couverture de 83,2%. Les données statistiques proviennent des sources diverses, tant nationales qu'internationales. Globalement, 58% des indicateurs sont couverts par des données issues des sources nationales, 23% des sources internationales et les indicateurs non couverts par les données représentent 19%.

En conséquence, la collecte des données statistique a fait ressortir un gap de 19%, soit 25 indicateurs qui ne disposent d'aucune information statistique. Toutefois, pour des raisons pratiques, tous les indicateurs couverts par des données ponctuelles (données disponibles pour une seule année) sont considérés comme faisant partie du gap. Pour ce faire, le gap définitif s'élève à 41 indicateurs, soit 30,8% des indicateurs du package élargi.

Par ailleurs, les 133 indicateurs du package sont des indicateurs globaux. Pour prendre en compte le niveau élémentaire de chaque dimension du développement durable, presque tous les indicateurs sont désagrégeables. La désagrégation porte généralement sur le sexe, l'espace ou la région, l'unité, etc. De ce fait, le travail de collecte et de calcul des données a porté à la fois sur les indicateurs globaux et sur leur désagrégation. Au final, 33 (25%) indicateurs sur les 133 indicateurs du package seulement ont pu être désagrégés.

Pour les indicateurs couverts par des données statistiques, un niveau de référence (valeur de chaque indicateur lors de l'adoption en 2015 du Programme de développement durable à l'horizon 2030) a été déterminé. Sur les 111 indicateurs concernés, 64 d'entre-eux ont des données disponibles en 2015, soit 58%. Pour les données non disponibles en 2015, plusieurs projections ont été élaborées pour les indicateurs ayant des données pour au moins deux années antérieures à 2015. Les données ponctuelles issues de l'enquête QUIBB 2016 ont été considérées pour l'année 2015. Il en est de même pour tous les indicateurs ponctuels.

Enfin, ce Rapport met en exergue plusieurs faiblesses et limites de l'appareil statistique national, notamment la qualité des données, l'irrégularité dans leur production, le manque de capital humain, l'insuffisance des ressources financières et matérielles et la diffusion tardive des données. Ces différentes limites appellent de manière urgente à des réformes majeures dans le cadre de la révolution statistique préconisée au niveau mondial pour un meilleur suivi des ODD.

# Introduction

Au nombre d'importants enseignements tirés de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), il est à relever que le suivi et évaluation des progrès réalisés s'est avéré difficile pendant les premières années. Et ce, faute d'avoir porté une attention soutenue à l'existence de données fiables, suffisantes et d'indicateurs soigneusement sélectionnés.

Le Nouveau Programme du développement durable à l'horizon 2030 relatif aux Objectifs de Développement Durable (ODD) pose encore des défis nettement plus importants.

Premièrement, de 61 indicateurs des OMD, le nouvel agenda en contient 232[1]. Deuxièmement, le principe de « *ne laisser personne pour compte* », un des fils conducteurs des ODD, consacre une forte désagrégation des indicateurs contrairement aux OMD. Troisièmement, les ODD couvrent des domaines relativement complexes, pluridimensionnels et bien plus larges que les OMD. Il en est particulièrement de ceux relatifs à la dimension environnementale, qui ne sont pas toujours pourvus en données et les méthodologies de calcul ne sont pas encore définitivement déterminées. Quatrièmement, le calcul des indicateurs des ODD répond à des critères stricts tels que définis par les métadonnées du Groupe Inter-Agence et des Experts sur les Indicateurs ODD - Inter-Agency and Expert Group on SDG Indicators (IAEG-SDGs).

La mise en place d'un mécanisme cohérent, robuste et intégré pour le suivi et évaluation des progrès accomplis pose ainsi d'énormes défis à la RDC. Il faudra disposer en temps utile de données ventilées de qualité, qui soient facilement accessibles et fiables, pour mesurer les progrès accomplis et garantir qu'il n'y aura pas de laissés pour-compte du développement durable.

Toutefois, les leçons tirées de la mise en œuvre des OMD, les avancées technologiques, le perfectionnement des méthodologies de collecte ainsi que la mise en place d'un Fonds pour les statistiques restent des atouts indéniables. Il faudra donc les exploiter pour combler les lacunes et déployer un effort international sans précédent pour mettre au point les nouvelles informations nécessaires.

Au cours des dernières années, l'Institut National de la statistique (INS) a justement fourni des efforts appréciables, malgré des difficultés récurrentes. Il s'agit notamment de l'organisation des plusieurs enquêtes sociodémographiques et la publication de divers volumes et séries statistiques, dont les Annuaires statistiques 2014 et 2015 (près de 20 ans après celle de 1995).

Cependant, pour produire les rapports nationaux de suivi des OMD, la RDC a été fortement tributaire des enquêtes MICS, 1-2-3 et EDS dont la préparation, la réalisation et la publication des résultats exigent beaucoup de temps (généralement entre deux et quatre ans) et des moyens financiers importants parfois difficiles à mobiliser. De nos jours, les dernières informations disponibles de ces trois enquêtes sont celles de MICS 2010, de l'enquête 1-2-3 de 2012 et de l'EDS de 2013. En conséquence, à l'adoption des ODD en 2015, le pays ne disposait d'aucune information statistique à jour pour déterminer son niveau de référence, hormis les statistiques macroéconomiques, régulièrement produites par des institutions spécialisées comme la Banque Centrale du Congo (BCC). Les résultats de l'enquête à Questionnaire Unifié à Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB) réalisé en 2016, ont été ainsi mis à profit dans ce rapport pour pallier à ce déficit.

1 Le nombre global d'indicateurs répertoriés est de 244. Cependant, comme 9 indicateurs se répètent dans 2 ou 3 cibles différentes, le nombre exact d'indicateurs est de 232.

En dépit de ces péripéties, la RDC reste l'un des pays pionniers dans la mise en œuvre des ODD. Le pays a, depuis août 2016, contextualisé et priorisé les cibles des ODD. Les 59 indicateurs priorisés qui accompagnent les 38 cibles prioritaires des ODD, combinés aux indicateurs des cibles consacrées à la mise en œuvre et au partenariat, constitue un cadre robuste et essentiel pour le suivi et l'évaluation des progrès. Le diagnostic des données existantes constitue une étape importante pour faire le point sur notre situation actuelle et déterminer la voie à suivre.

C'est dans ce cadre que l'OCDD a conduit le processus de cartographie statistique des indicateurs du package national prioritaire élargi depuis le mois d'août 2017.Les objectifs poursuivis ont été les suivants :(i) identifier les sources et collecter les données des indicateurs du package national prioritaire, en vue de déterminer leur niveau de référence ; (ii) dégager le gap de collecte des données ; (iii) proposer une méthodologie de collecte unifiée ainsi qu'un projet détaillé de collecte, incluant un protocole/questionnaire de collecte et un budget exhaustifs.

Pour ce faire, plusieurs séances de travail ont été organisées avec les potentiels producteurs et utilisateurs de données afin d'approfondir et d'harmoniser la compréhension du travail à faire. La documentation de base qui existe sur les sujets auprès de tous les Ministères et structures impliqués dans la production et l'analyse des statistiques a été rassemblée et exploitée, en particulier celle de l'Institut National de la Statistique (INS) et des sources internationales comme la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), les Agences du Système des Nations-Unies (SNU), etc.

Les rapports de différentes enquêtes antérieures de ménages ont été recensés ainsi que les enquêtes et recensements en cours et/ou projetés afin d'obtenir et d'analyser leurs méthodologies et questionnaires. Il s'agit notamment des enquêtes QUIBB 2016, MICS 2010, EDS 2013, Enquête 1-2-3 2012 et MICS 2017. En outre, plusieurs sources de données ne nécessitant pas d'enquêtes ont ensuite été identifiées. Il s'agit principalement des différents Rapports officiels tant sur le plan national qu'international mais aussi certaines personnes ressources responsables de la production et la gestion de certaines données spécifiques.

En particulier pour chaque indicateur du package national prioritaire élargi aux indicateurs en rapport avec la mise en œuvre et le partenariat mondial, les informations suivantes ont été collectées et analysées :

- Les sources de données ;
- Les données disponibles à partir de 2010 ;
- La fréquence de production des données y afférentes ;
- Le niveau et les variables de désagrégation (par sexe région, etc.) ;
- Les organisations nationales et/ou internationales impliquées dans la collecte des données y relatives ;
- Les commentaires et observations pertinents.

Le présent rapport fait donc le point du processus de cartographie et détermine le niveau de référence des indicateurs ODD. Il constitue une étape préliminaire essentielle pour un suivi-évaluation efficace. Il est organisé autour de deux chapitres. Le premier chapitre porte sur la cartographie statistique. Il présente les différentes sources des données statistiques ainsi que la couverture en données statistiques des indicateurs du package national prioritaire élargi. Le deuxième chapitre présente le niveau de référence de tous les indicateurs couverts par des données statistiques ainsi le gap statistique qui ressort de la cartographie. Une conclusion récapitule les enseignements tirés et les recommandations pour un meilleur suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des ODD en RDC.

L'élaboration de ce Rapport a été réalisée dans un environnement marqué par les grandes tendances politiques, économiques et sociales suivantes :

- Un environnement politique focalisé sur la préparation des élections, dont les présidentielles interviendront d'ici à fin décembre 2018 ;
- Un environnement économique difficile, affecté par la succession, en moins d'une année, de trois gouvernements[2] et l'effondrement des cours de produits de base 2016 et 2017;
- Une dégradation de la situation humanitaire et sécuritaire localisée notamment dans la grande province du Kasaï et dans une partie de l'Est du pays.

2 Entre fin novembre 2016 et la mi-mai 2017, la RDC a connu trois gouvernements.

# Chapitre I

# Cartographie des indicateurs du package national ODD

## Introduction

Afin de contextualiser le nouvel agenda international de développement, la RDC a priorisé, depuis août 2016, les cibles des ODD et les indicateurs y afférents comme le proposent les dispositions de mise en œuvre efficace de cet agenda 2030. A cet effet, 38 cibles ont été retenues comme prioritaires, assorties des 59 indicateurs. A ces cibles, il est ajouté les 43 cibles de mise en œuvre correspondant à 45 indicateurs et les 19 cibles de l'ODD 17 relatives au partenariat mondial assortis de 25 indicateurs. Il en résulte donc un « *package national* » de 100 cibles, assorties de 133 indicateurs[3].

La structure de ces 133 indicateurs se décline comme suit : 59 indicateurs priorisés rentrent dans le cadre du package national prioritaire, 49 indicateurs portent sur les cibles de mise en œuvre et 25 indicateurs concernent le partenariat mondial pour l'atteinte des objectifs (ODD 17).

**Tableau 1. Répartition des indicateurs du package national élargi ODD**

| Objectifs | Nombre d'indicateurs | Proportion |
|---|---|---|
| ODD 1 : Pas de pauvreté | 5 | 3,76% |
| ODD 2 : Faim zéro | 9 | 6,77% |
| ODD 3 : Bien-être et Santé | 14 | 10,53% |
| ODD 4 : Education de qualité | 6 | 4,51% |
| ODD 5 : Egalité entre sexe | 7 | 5,26% |
| ODD 6 : Eau propres et assainissement | 4 | 3,01% |
| ODD 7 : Energie propre et d'un coût abordable | 4 | 3,01% |
| ODD 8 : Travail décent et croissance économique | 6 | 4,51% |
| ODD 9 : Industrie innovante et infrastructure | 7 | 5,26% |
| ODD 10 : Inégalités réduites | 6 | 4,51% |
| ODD 11 : Villes et communautés durables | 8 | 6,02% |
| ODD 12 : Consommation et production responsables | 7 | 5,26% |
| ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements Climat. | 3 | 2,26% |
| ODD 14 : Vie aquatique | 5 | 3,76% |
| ODD 15 : Vie terrestre | 7 | 5,26% |
| ODD 16 : Paix et institutions efficaces | 10 | 7,52% |
| ODD 17 : Partenariat pour la réalisation des Objectifs | 25 | 18,80% |
| Total | **133** | 100,00% |

**Source :** OCDD

3 Pour plus de détails, Cf. OCDD/Ministère du Plan (2016), *Rapport National de contextualisation et priorisation des ODD*, Kinshasa, RDC

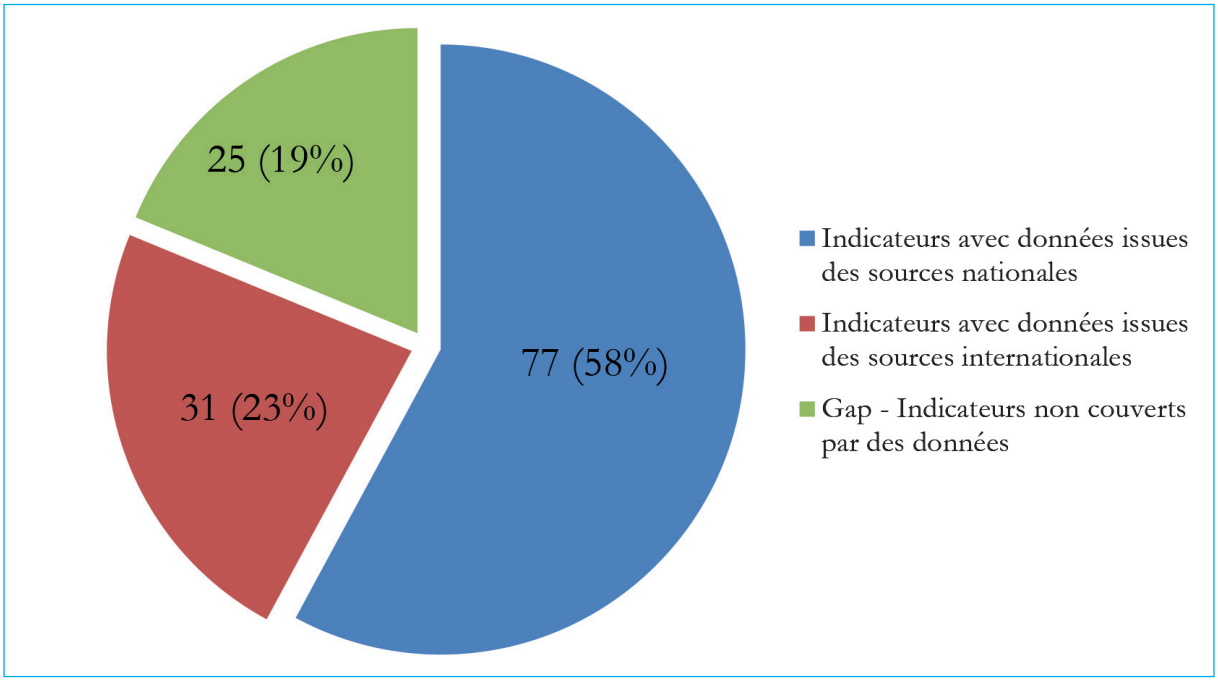
Sur les 133 indicateurs du package national prioritaire, l'ODD 17 (Partenariat mondial) est couvert par plus d'indicateurs que tous les autres ODD (18,8%). Ceci est dû, entre autres, au fait que les cibles de cet ODD n'ont pas fait l'objet de priorisation. L'ODD 3 (Bien-être et santé) vient en deuxième position, suivi de l'ODD 16 (Paix et institutions efficaces), avec respectivement 10,5% et 7,5%.

Il est question dans ce chapitre de faire le point sur les sources des données existantes des indicateurs prioritaires des ODD (section 1). Ensuite, un constat y relatif est présenté, permettant ainsi de dégager l'étendue de la couverture statistique y afférente (section 2).

## Section 1 : Sources des données

Pour arriver à couvrir les indicateurs du package national ODD, plusieurs sources, tant nationales qu'internationales, ont été mises à contribution. La figure 1 présente les deux grandes sources des données statistiques. 23% des données proviennent de sources internationales et 58% de sources nationales. La différence, soit 19%, constitue le gap. Le tableau 2 récapitule les sources recensées.

**Figure 1. Répartition des sources de données**

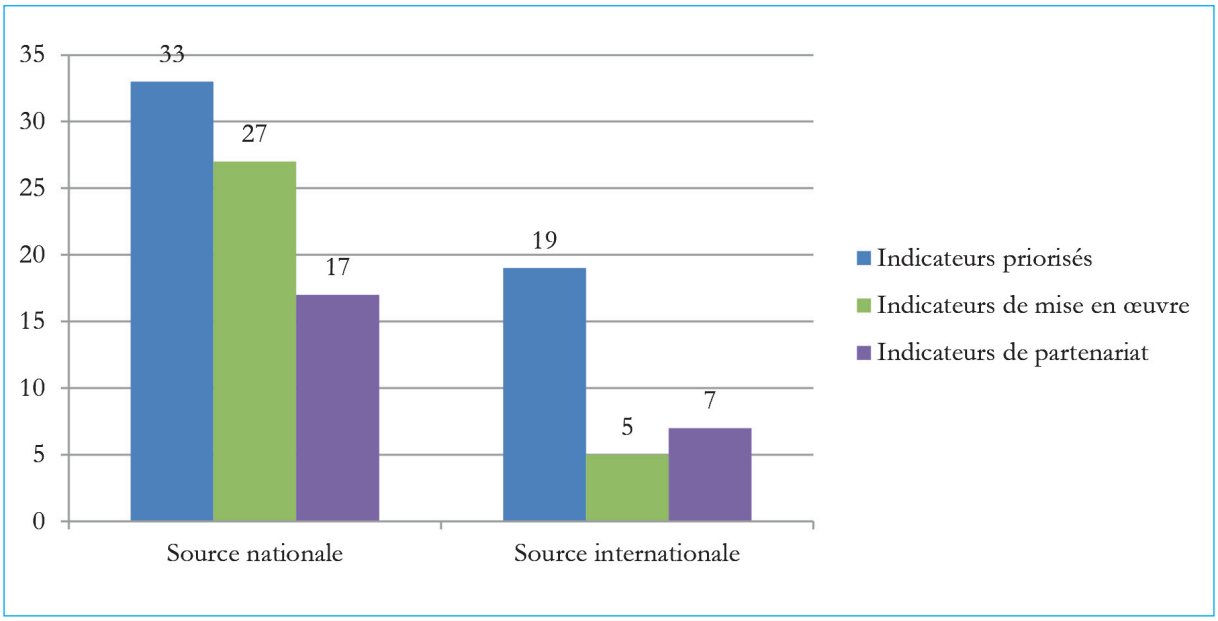



**Source :** OCDD

Il est important de noter que, pour des données disponibles dans les deux sources la primauté a été accordée à la source nationale. Ainsi, la source internationale des données n'a été utilisée qu'en l'absence de données nationales.

Il en ressort de l'analyse des catégories d'indicateurs renseignés en fonction des sources, que la source nationale dispose de plus de données que la source internationale tant pour les indicateurs priorisés que de mise en œuvre et de partenariat (Fig. 2). Le grand écart entre les deux sources, à propos des indicateurs de mise en œuvre, se justifie par le fait que ces derniers sont surtout des indicateurs spécifiques à chaque État.

**Figure 2. Répartition des sources de données en fonction de catégories d'indicateurs**




**Source :** OCDD

Les sources nationales sont diverses et multiples. Les statistiques y relatives proviennent de plusieurs entités. Le tableau 2 présente les grandes entités d'où proviennent les informations statistiques nationales, particulièrement. Les services spécialisés ont fourni le plus grand nombre d'indicateurs au niveau national, suivis de l'administration publique (voir tableau 2). Les enquêtes viennent en troisième position. Le cadre légal et règlementaire a été également exploité pour des indicateurs spécifiques.

**Tableau 2. Différentes sources nationales**

| Sources | Catégories d'indicateurs | | | Total |
|---|---|---|---|---|
| | Priorisés | Mise en œuvre | Partenariat | |
| **Nationales** | **31** | **32** | **18** | **78** |
| *Enquêtes ménages* | 17 | 2 | 1 | **20** |
| *Enquête sur l'éducation* | 1 | 0 | 0 | **1** |
| *Administration publique* | 6 | 13 | 0 | **19** |
| *Services spécialisés* | 7 | 10 | 16 | **33** |
| *Cadre légal et règlementaire* | 2 | 2 | 0 | **4** |
| **Internationales** | **19** | **5** | **7** | **31** |
| Total | **51** | **36** | **24** | **108** |

**Source :** OCDD

Pour une meilleure appréciation, l'annexe 1 décompose les différentes entités nationales et internationales qui fournissent les données ayant trait aux ODD. L'annexe 2 reprend, de manière détaillée, le tableau précédent, cette fois-ci, en considérant ODD après ODD et cibles après cibles.

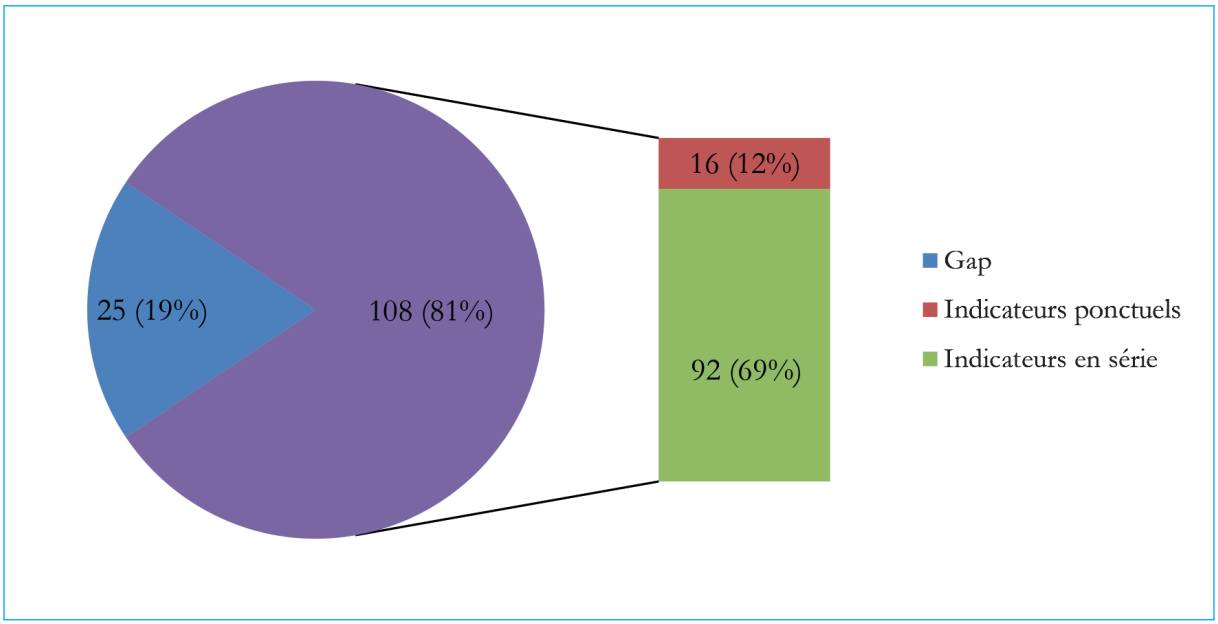
## Section 2 : Couverture en données statistiques

Cette section fait le point sur l'étendue de la couverture statistique. Après une présentation d'ensemble, la section relève les faiblesses constatées de la couverture en cause.

### 1.2.1. Couverture globale

Dans le cadre du suivi et évaluation des ODD, la recommandation faite à chaque Nation est de renseigner tous les indicateurs de son package national élargi. En ce qui concerne la RDC, sur les 133 indicateurs du package national élargi, 108 indicateurs sont couverts par des données statistiques de sources diverses, soit une couverture statistique de l'ordre de 81, 20% (Fig. 3). Dans l'ensemble, 92 indicateurs sont couverts par des données en série (ci-dessous « *indicateurs en série* ») (soit 69,17%) et 16 indicateurs par des données ponctuelles (ci-dessous « *indicateurs ponctuels* ») (soit 12,03%).

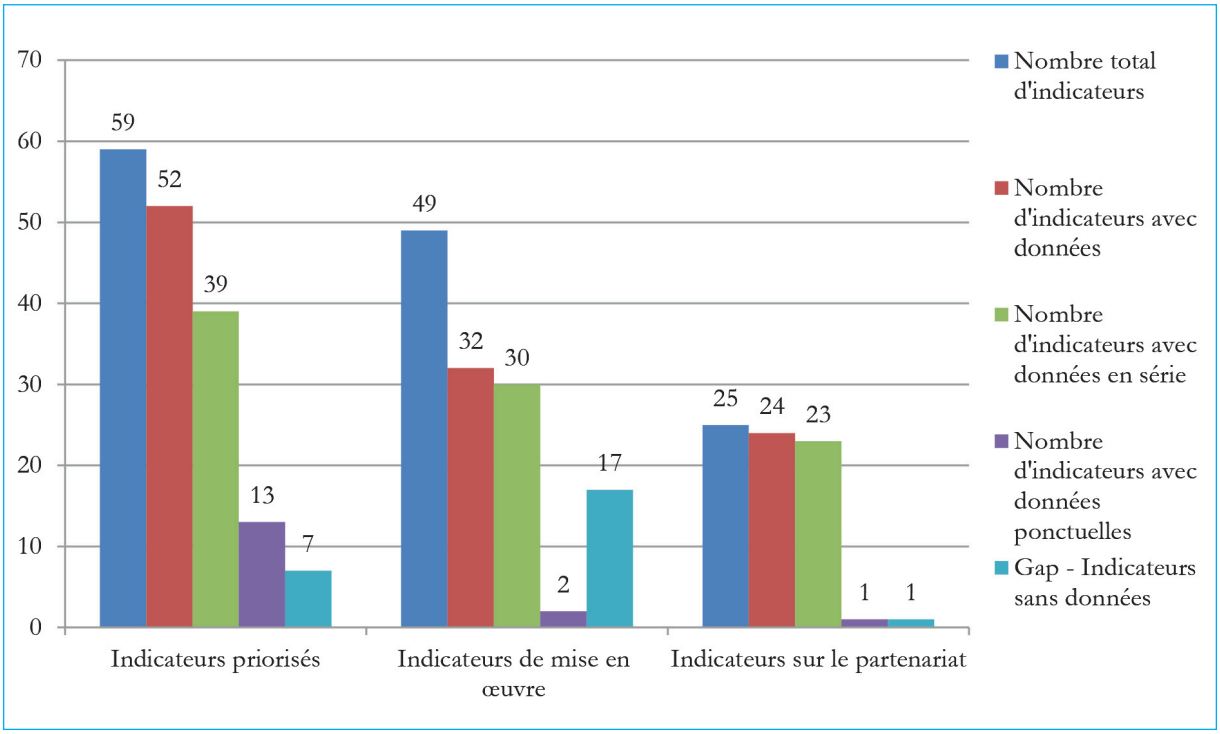
**Figure 3. Couverture brute en données du package prioritaire**




**Source :** OCDD

La figure 4 fournit les informations sur la répartition des indicateurs pourvus en données statistiques suivant leur catégorie (priorisés, mise en œuvre et partenariat). Les indicateurs priorisés sont les mieux couverts, avec 48,15% du nombre total d'indicateurs pourvus en données. Les indicateurs de mise en œuvre et de partenariat représentent respectivement 29,63% et 22,22% du total.

**Figure 4. Répartition des indicateurs pourvus en données statistiques**

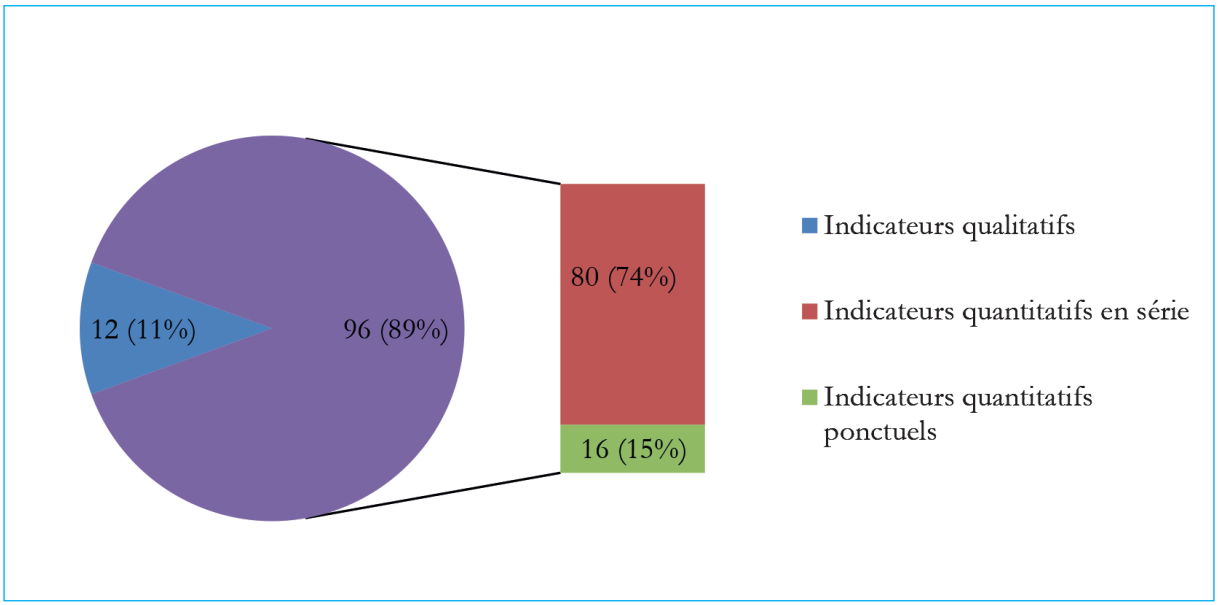



**Source :** OCDD

De manière détaillée, il ressort de la figure 4 que sur les 59 indicateurs priorisés, des données n'existent que pour 52 indicateurs dont 39 en série et 13 ponctuels. Concernant les indicateurs de mise en œuvre, 32 indicateurs sur 49 sont couverts, dont 30 en série et 2 ponctuels. En rapport avec les indicateurs sur le partenariat, 24 indicateurs sur 25 sont pourvus en données statistiques, dont 23 en série contre 1 ponctuel.

La figure 5 détaille davantage les indicateurs du package national prioritaire élargi. De 133 indicateurs y relatifs, 119 exigent des données statistiques (indicateurs quantitatifs) et 14 des appréciations qualitatives (indicateurs qualitatifs), sous forme des réponses à des questions fermées. Sur les 108 indicateurs couverts en données statistiques, 96 sont quantitatifs et couverts par des données statistiques dont 80 en série et 16 ponctuels.

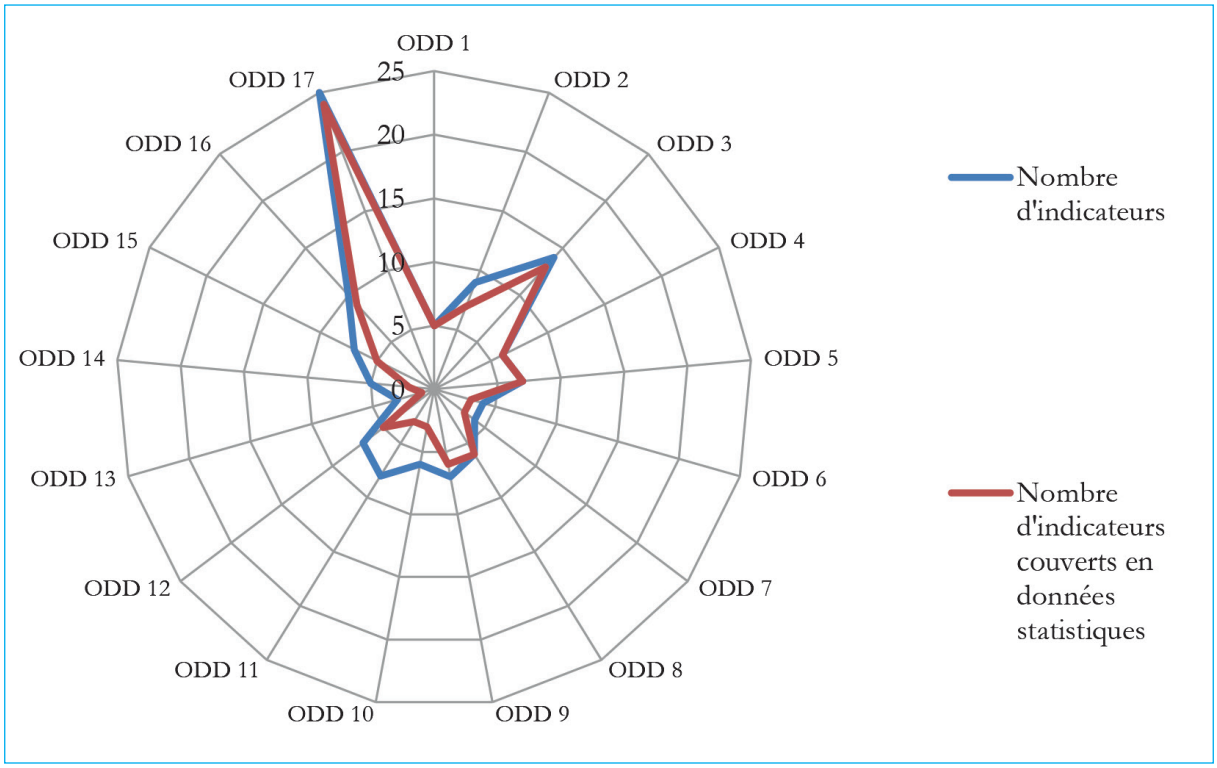
**Figure 5. Structure des d'indicateurs renseignés par des données statistiques**




**Source :** OCDD

La figure 6 présente la couverture globale par ODD, sans distinction du caractère « ponctuel » ou « en série » des données. Les ODD 1, 4, 5 et 8 sont globalement couverts, suivis des ODD 2, 3, 6, 7, 9, 12, 15, 16 et 17 qui sont couverts à plus de 70%. L'ODD 10 est l'objectif le moins couvert, à raison de 50% seulement.

**Figure 6. Cartographie de la couverture globale par ODD**




**Source :** OCDD

Il est utile de noter que cette couverture, bien qu'importante, cache plusieurs insuffisances dans le corpus statistique national.

## 1.2.2. Limitations de l'appareil statistique national

D'une manière globale, la RDC a une relative bonne couverture statistique pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre de son package ODD. Cependant, il y a lieu de relever un certain nombre de faiblesses et/ou limites dans les dimensions socio-démographique, économique et environnementale. Les faiblesses transversales à l'ensemble du Système statistique national (SSN) sont aussi à relever à tous les niveaux.

### 1.2.2.1. Social et démographique

Les statistiques socio-démographiques sont d'une grande diversité comme l'attestent les annuaires statistiques de 1995, 2014 et 2015. Elles reprennent l'état et les mouvements de la population, les situations du genre, des jeunes et les personnes vulnérables, l'éducation, la santé, la recherche scientifique, la culture et les arts, la presse et les médias, les conditions de vie de ménage, l'emploi, le sport et loisirs, la justice et les associations socio-politiques.

Cependant, l'appareil statistique national présente certaines insuffisances. *Primo*, les données sont non régulières. Leur disponibilité est souvent fonction des besoins des partenaires. *Secundo*, dans la plupart des cas, les méthodes utilisées pour leur calcul varient d'une source à l'autre. D'où les points aberrants ou des ruptures brutales qui apparaissent souvent lors de leurs analyses. *Tertio*, le dernier recensement scientifique de la population remonte à 1984. Ce qui nécessite des projections et estimations des statistiques démographiques.

### 1.2.2.2. Économique

Bien que d'énormes efforts soient déployés avec l'appui de la Communauté internationale, notamment le FMI, les statistiques économiques, qui présentent plus des séries continues, posent encore des problèmes de « cohérence »intersectorielle (réel, finances publiques, relations extérieures et monnaie et crédit) et, par conséquent, de « bouclage » des tableaux des flux économiques et financiers.

Les statistiques du secteur réel continuent d'estimer les activités informelles et ne réussissent pas toujours à les capter entièrement. Celles des finances publiques sont, pour l'essentiel, sur la base caisse, nonobstant l'existence des statistiques des engagements au Ministère du Budget. Les statistiques de la Balance des paiements, en dépit de notables avancées au regard des efforts de conformité aux différentes méthodologies, devraient être systématisées au poste « *erreurs et omissions* » en raison, notamment, des difficultés de capture des mouvements des capitaux privés de court terme. Les statistiques monétaires, pour une économie fortement dollarisée, n'intègrent que les dépôts en devises alors que les devises flottantes (circulation fiduciaire en devises) jouent un rôle important et nécessitent au moins une estimation même préliminaire.

### 1.2.2.3. Environnemental

Le secteur environnemental fait figure de parent-pauvre en données statistiques. En effet, il n'existe pas à ce jour des structures *ad hoc* de production *systématique* des statistiques se rapportant à l'envi-

ronnement avec des procédures ad hoc. Les quelques données produites sont éparses et leur qualité reste à améliorer au plan de l'adaptation des guides méthodologiques et des normes de comparaison.

Ainsi, sans préjudice de ses points forts, le système statistique national recèle encore des faiblesses à mitiger.

#### 1.2.2.4. Faiblesses transversales de l'appareil statistique

**La qualité des données**

La plupart d'indicateurs disponibles au niveau national ne sont pas calculés conformément aux métadonnées telles que établies par IAEG-SDGs. Cette lacune devrait impérativement être corrigée dans les prochains calculs et collectes des données pour rencontrer véritablement le suivi et évaluation tel que voulu dans le cadre des ODD.

Aussi, est-il nécessaire de signaler que les bases de sondages pour les statistiques sociales et démographiques sont t'elles obsolètes étant donné que le dernier recensement date de plus de 30 ans, 1984 notamment.  De ce fait, les opérations statistiques conduites sous cette base appellent à une prudence quant aux projections.

**Les ressources financières**

Globalement, le budget de l'État ne consacre pas des ressources suffisantes à la production des données et au fonctionnement de l'appareil statistique. En conséquence, les données produites actuellement, tant en termes d'enquêtes que par l'administration publique ou les services spécialisés, sont fortement fonction des ressources financières des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), avec des procédures parfois complexes pour en bénéficier.

**Le capital humain**

La fuite des cerveaux, résultant des rémunérations non compétitives, et l'inadaptation du capital humain, due notamment à l'absence de renforcement des capacités, affectent l'appareil statistique. Ce qui rend difficile le suivi des indicateurs ou le calcul de ces derniers ou leur actualisation aux évolutions liées aux nouvelles normes.

**La diffusion des données**

Il existe un coût de déplacement important dans la collecte des données. Et ce, à cause de la faible dissémination des produits de production et de publication des données et d'un archivage peu efficace des données. En effet, dans le premier cas, les annuaires statistiques ne sont toujours pas à jour ou pas du tout disponibles. C'est le cas aussi des rapports des enquêtes, par exemple. A l'heure du *Big data* et de l'Internet, les bases de données sont disponibles sur des pages web. Ce qui n'est guère le cas avec les données congolaises, pour la plupart de cas. Concernant l'archivage, étant donnée l'insuffisance des moyens notamment, les données ne sont pas toujours bien gardées, et sont souvent personnalisées.

# Chapitre II

# Niveaux de référence des indicateurs du package national élargi

## Introduction

Un des défis majeurs de la mise en œuvre des ODD sera le suivi et évaluation des évolutions vers l'atteinte des résultats. Ce suivi et évaluation est d'autant plus indispensable qu'il vise : soit à éclairer les décisions relatives aux changements à apporter aux programmes ou politiques mis en place pour atteindre les résultats escomptés, soit à décider de la poursuite, de l'interruption, de la reproduction ou de l'extension ou non des programmes ou politiques en place. Dans ce contexte, le suivi et évaluation est une phase capitale de la théorie du changement qui sous-tend l'agenda de développement durable (ODD).

La théorie du changement constitue l'un des outils essentiels d'une évaluation d'impact. Elle décrit comment le programme ou la politique est censé(e) fonctionner. Elle présente un modèle de causalité qui relie les intrants et les activités aux extrants et aux effets directs souhaités ainsi qu'aux impacts. La théorie du changement tient également compte des résultats (positifs ou négatifs) imprévus. Cet outil est utile, non seulement lors de la conception du programme, mais il contribue également à axer l'évaluation d'impact sur les connaissances dont doivent disposer les parties prenantes sur le programme ou la politique afin de prendre des décisions idoines.

De bonnes questions d'évaluation ne portent pas uniquement sur les résultats obtenus (questions descriptives), mais également sur la qualité des résultats (appréciation de la valeur du programme ou de la politique). Les évaluations d'impact doivent rassembler des données probantes sur les impacts et examiner comment les impacts prévus ont été atteints, ou pourquoi ils ne l'ont pas été. Il faut pour cela que des données sur le contexte soient disponibles, que les activités de programme ou la mise en œuvre de la politique soient adéquates et de qualité, et qu'il existe divers résultats intermédiaires, variables explicatives dans la chaîne de causalité (UNICEF, 2014). D'où la notion de données de référence.

La donnée de référence, qui s'oppose à la donnée transactionnelle, est une information de base, unique et stratégique pour le travail de toute organisation. Elle doit être identifiable et reconnue comme telle partout dans l'organisation, quel que soit le service qui la traite. D'où, l'impérieuse nécessité de recherche de consensus entre toutes les parties prenantes dans sa détermination.

## Section 1 : Détermination des niveaux de référence

Le niveau de référence de chaque indicateur du package national ODD est la valeur déterminée de cet indicateur en 2015, choisie comme année de référence, et qui est aussi celle d'adoption en 2015 du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il permet de s'imprégner de l'état des indicateurs ODD au début de leur mise en œuvre.

### 1.1.1. Approche méthodologique

La détermination des niveaux de référence des indicateurs du package national ODD a concerné les 111 des 133 indicateurs couverts par des données statistiques. Toutefois, plusieurs de ces indicateurs n'ont pas de données disponibles pour l'année 2015, année de référence. Pour ceux-là, des projections ont été élaborées pour les indicateurs ayant des données disponibles pour au moins deux années antérieures à 2015.

Les projections ont été obtenues suivant deux étapes standards décrites dans la littérature[4]:

#### 1.1.1.1. Calcul de la variation annuelle moyenne

La variation annuelle moyenne au cours de la dernière décennie a été déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$Variation\ annuelle\ moyenne = (\frac{X_t - X_{t-n}}{X_{t-n}})^{\frac{1}{n}}$$

Où

$$X_{t-n} : Représente\ la\ valeur\ disponible\ la\ plus\ ancienne\ de\ l'indicateur$$
$$X_t : Représente\ la\ valeur\ disponible\ la\ plus\ récente\ de\ l'indicateur$$
$$n = nombre\ d'années\ entre\ les\ deux\ valeurs\ extrêmes$$

#### 1.1.1.2. Calcul des valeurs manquantes

A partir de la variation annuelle moyenne, les valeurs des années non disponibles ont été calculées suivant la formule suivante :

$$X_{t+i} = X_t * (1 + variation\ annuelle\ moyenne)^i$$
$$avec\ i = 1, 2, \ldots n$$

Où :

$$X_{t+i} : Représente\ la\ projection\ pour\ l'année\ t + i$$

Des 111 indicateurs couverts par des données statistiques, 64 ont des données disponibles en 2015 (48%). Les indicateurs non disponibles sont au nombre de 40 (30%). Parmi ceux-ci, 8 indicateurs (6%) sont couverts par des données issues de l'Enquête du Questionnaire unifié à indicateurs de base de bien-être (E-QUIBB) et 32 indicateurs (24%) ont des données qui proviennent des sources diverses. De ces 32 indicateurs, seuls 15 indicateurs ont fait l'objet de projections.

Les données de l'E-QUIBB, bien que cette dernière ait pris fin en 2016, sont prises comme telles pour renseigner l'année 2015. De même, en ce qui concerne les indicateurs ponctuels, la donnée existante est reprise comme telle, peu importe l'année y relative.

4 Susan, N., Chris H., Bhatkal, T. and Aedy, T. (2016), *Projecting progress: the SDGs in Sub-Saharan Africa*, Overseas Dévelopment Institute, London

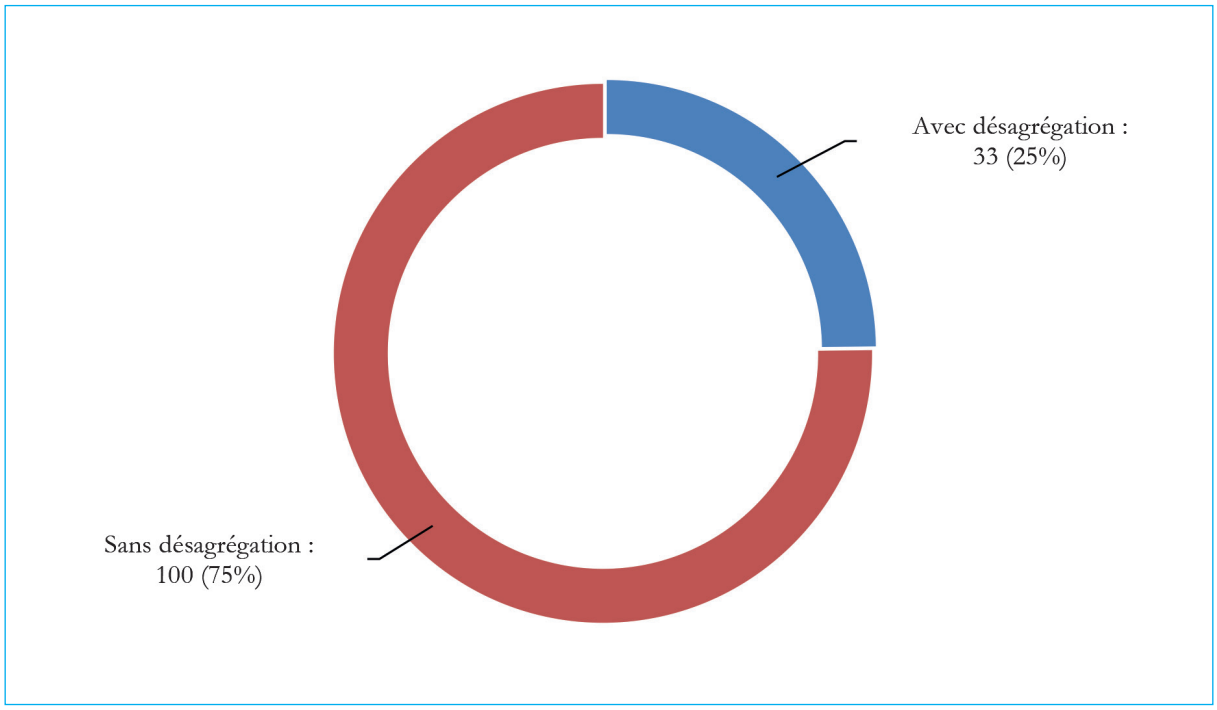
### 1.1.2. Désagrégation des indicateurs

Les 133 indicateurs du package national élargi sont des indicateurs globaux. Toutefois, dans son essence, l'Agenda 2030 veut que le suivi et évaluation prenne aussi en compte les niveaux désagrégés de chaque dimension du développement durable. La désagrégation de chaque indicateur porte généralement sur le sexe, l'espace ou la région, l'unité, etc. ou en tenant compte du contexte de chaque pays et/ou région. La collecte et le calcul des données des indicateurs devaient alors porter à la fois sur les indicateurs globaux et désagrégés.

A l'issue de ce travail, il ressort que certains indicateurs sont couverts entièrement aux niveaux global et désagrégé et d'autres n'ont des données disponibles que partiellement, soit au niveau global soit à un niveau désagrégé. Au demeurant, le niveau de référence est aussi déterminé tant pour les indicateurs globaux que pour les indicateurs désagrégés là où il était possible de procéder à cet exercice.

Au final, 33 indicateurs sur les 133 indicateurs du package national ODD, soit 25% seulement, disposent des niveaux désagrégés (Fig. 7).

**Figure 7. Niveau de désagrégation des indicateurs de l'année de référence**




**Source :** OCDD

### 1.1.3. Présentation des résultats

L'annexe 3 récapitule l'ensemble des résultats aux niveaux global et désagrégé. En substance, le package national élargi compte 133 indicateurs. Sur ce total, 59 indicateurs correspondent aux 38 cibles prioritaires, 49 aux 43 cibles de mise en œuvre et 25 concernent les 17 cibles du partenariat mondial.

*Au plan de la composition des indicateurs du développement durable par domaine d'activité,* il importe de retenir que 41 indicateurs relèvent du social (Objectifs 1, 2, 3, 4 et 5, soit 31%.), 38 indicateurs de l'environnement (Objectifs 6, 7, 11, 12, 13, 14 et 15, soit 29%), 35 Indicateurs de l'institutionnel et du partenariat mondial (Objectifs 16 et 17, soit 26%) et 19 indicateurs sont d'ordre économique (ODD 8, 9 et 10, soit 14%).

*En termes de degré de couverture,* il ressort que 111 indicateurs sont couverts par des données (soit 83, 5% du total) dont 97 par des données statistiques, soit 72, 9% et 14 par des indicateurs qualitatifs, soit 10, 5%.

*Au plan de la couverture des indicateurs par cibles,* le rapport indique que pour les 59 cibles priorisées, 51 indicateurs sont couverts par des données. Pour les 49 cibles de mise en œuvre, 36 indicateurs sont dotés d'informations chiffrées. Pour les 25 cibles de mise en œuvre, 24 indicateurs sont quantifiés.

*Vu sous l'angle de la décomposition « indicateurs en séries versus indicateurs ponctuels »*, pour les 51 indicateurs couverts correspondant aux cibles priorisées, 36 sont en séries et 15 sont ponctuels. Pour les 36 indicateurs couverts correspondant aux cibles de mise en œuvre, 34 sont en séries et 2 sont ponctuels. Pour les 24 indicateurs couverts correspondant aux cibles pour le partenariat mondial, 23 sont en séries et 1 indicateur ponctuel. En définitive, sur les 108 indicateurs couverts par des données et équivalant à 83,2% du total des indicateurs, 93 indicateurs, soit 70% sont en séries et 18 indicateurs, soit 13,5% sont des indicateurs ponctuels.

*Au regard de la provenance de 108 indicateurs couverts***,** il est à noter que 81 indicateurs sont couverts par des sources nationales, soit 92,9% et 30 indicateurs sont pris en charge par des sources internationales, soit 27,1%.

## Section 2 : Nature du Gap

Après compilation des données existantes, il ressort en définitive que 41 indicateurs ne disposent pas de données à l'année de référence (2015). Par conséquent, ils peuvent être considérés comme un gap global en information statistique pour les données de référence de suivi et évaluation des ODD en RDC. Toutefois, dans ce gap global, il faut distinguer (1) un gap réel,soit 22 indicateurs, qui représentent l'ensemble des indicateurs ne disposant pas de données, même pas antérieures à l'année de référence pour être projetées, et (2) un gap apparent, soit 18 indicateurs, qui ne disposaient pas de données pour l'année de référence, mais dont on a pu projeter les niveaux à l'année de référence à partir des informations partielles disponibles.

**Tableau 3. Répartition du gap en information statistique ODD en 2015**

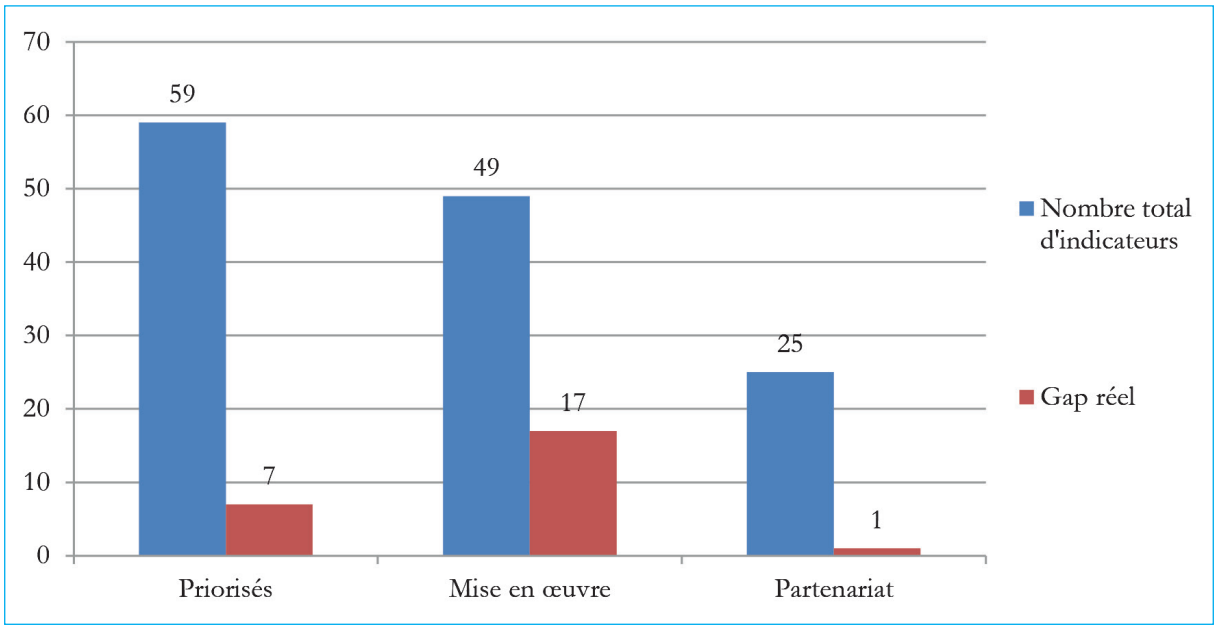
| Objectifs | Type | Nombre d'indicateurs | Indicateurs avec données en série | Gap | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Données ponctuelles | Gap réel | Gap global |
| ODD 1 | P | 2 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| | M | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| ODD 2 | P | 4 | 2 | 2 | 0 | 2 |
| | M | 5 | 3 | 0 | 2 | 2 |
| ODD 3 | P | 9 | 9 | 0 | 0 | 0 |
| | M | 5 | 4 | 0 | 1 | 1 |
| ODD 4 | P | 3 | 1 | 2 | 0 | 2 |
| | M | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| ODD 5 | P | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| | M | 4 | 3 | 1 | 0 | 1 |
| ODD 6 | P | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| | M | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| ODD 7 | P | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| | M | 2 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| ODD 8 | P | 4 | 3 | 1 | 0 | 1 |
| | M | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| ODD 9 | P | 4 | 3 | 1 | 0 | 1 |
| | M | 3 | 2 | 0 | 1 | 1 |
| ODD 10 | P | 3 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| | M | 3 | 1 | 0 | 2 | 2 |
| ODD 11 | P | 4 | 1 | 0 | 3 | 3 |
| | M | 4 | 2 | 0 | 2 | 2 |
| ODD 12 | P | 4 | 3 | 0 | 1 | 1 |
| | M | 3 | 2 | 0 | 1 | 1 |
| ODD 13 | P | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| | M | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 |
| ODD 14 | P | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| | M | 3 | 1 | 0 | 2 | 2 |
| ODD 15 | P | 4 | 3 | 0 | 1 | 1 |
| | M | 3 | 2 | 0 | 1 | 1 |
| ODD 16 | P | 8 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| | M | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| ODD 17 | Pr | 25 | 23 | 1 | 1 | 2 |
| **Total** | | **133** | **92** | **16** | **25** | **41** |
| *Proportion* | | *100%* | *69,17%* | *12,03%* | *18,80%* | *30,83%* |

**Notes :** * : P = Priorisé ; M = Mise en œuvre ; Pr = Partenariat

### 2.2.1. Gap réel

Le Gap réel concerne toutes les catégories d'indicateurs. Néanmoins, les indicateurs de mise en œuvre sont les moins pourvus en données statistiques avec 17indicateurs non couverts sur les 49 indicateurs y relatifs (34,69%). Ils sont suivis des indicateurs priorisés, avec 7 indicateurs non pourvus en données sur les 59 (11,86%) et des indicateurs sur le partenariat, dont seul un indicateur n'est pas couvert par des données, soit 4% (voir figure 8).

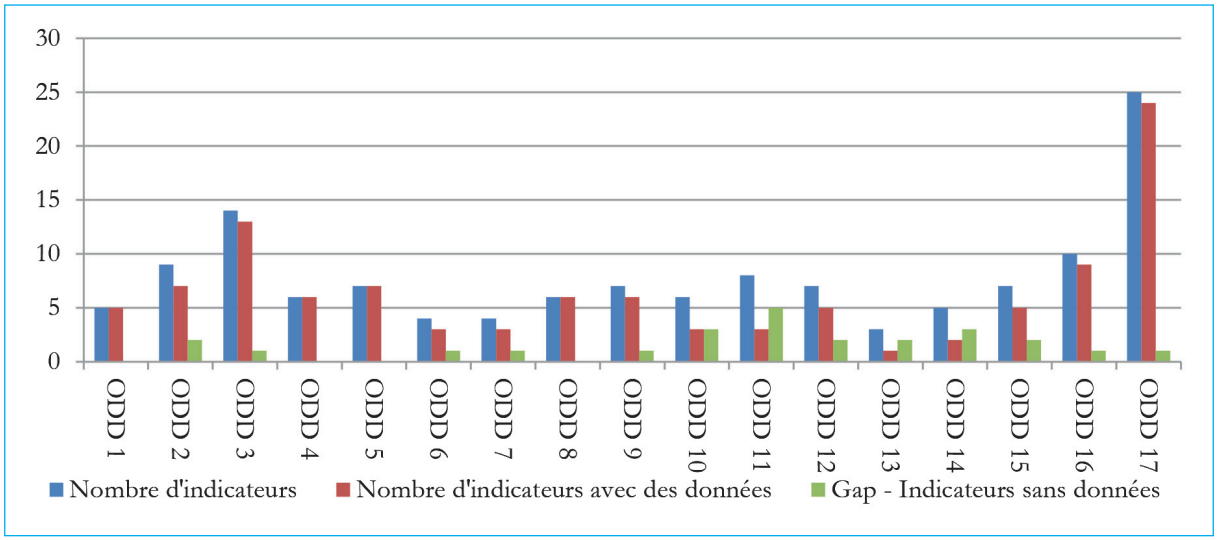
**Figure 8. Structure du gap réel**




**Source :** OCDD

La ventilation de ce gap par ODD fait ressortir que les indicateurs des ODD 1, 4, 5 et 8 disposent entièrement des valeurs statistiques. Les ODD 3, 6, 7, 9, 16 et 17 ont chacun un seul indicateur non pourvu en données. L'ODD 11 est le moins pourvu en données statistiques avec un gap de 5 sur les 8 indicateurs y relatifs. Hormis l'ODD 10 et 14 qui enregistrent chacun un gap de 3 indicateurs, tous les autres ODD ont un gap de 2 indicateurs non couverts en données statistiques (voir Figure 9).

**Figure 9. Répartition du gap par ODD**

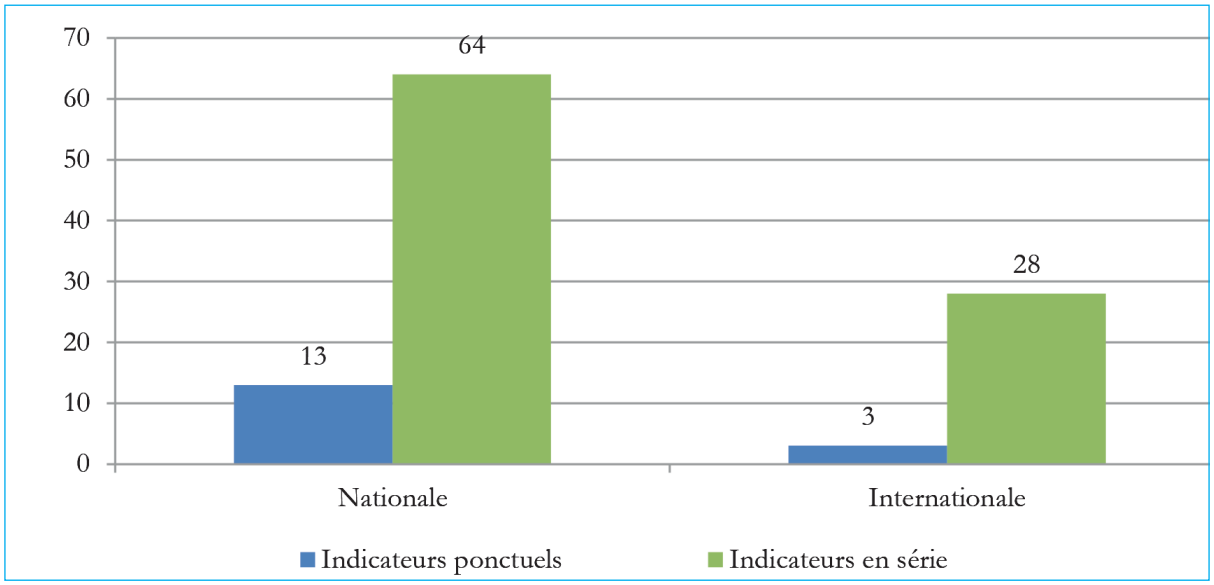



**Source :** OCDD

## 2.2.2. Gap apparent

Les indicateurs à données ponctuelles, sources du gap apparent, proviennent en grande partie aux sources nationales. Sur les 16 indicateurs qui constituent le gap apparent, 13 tirent leurs données des sources nationales. Cette situation est consécutive à la faible fréquence de production des données, comme celles des enquêtes. L'on remarque que la fréquence moyenne des enquêtes organisées en RDC est d'au moins une enquête chaque 5 ans.

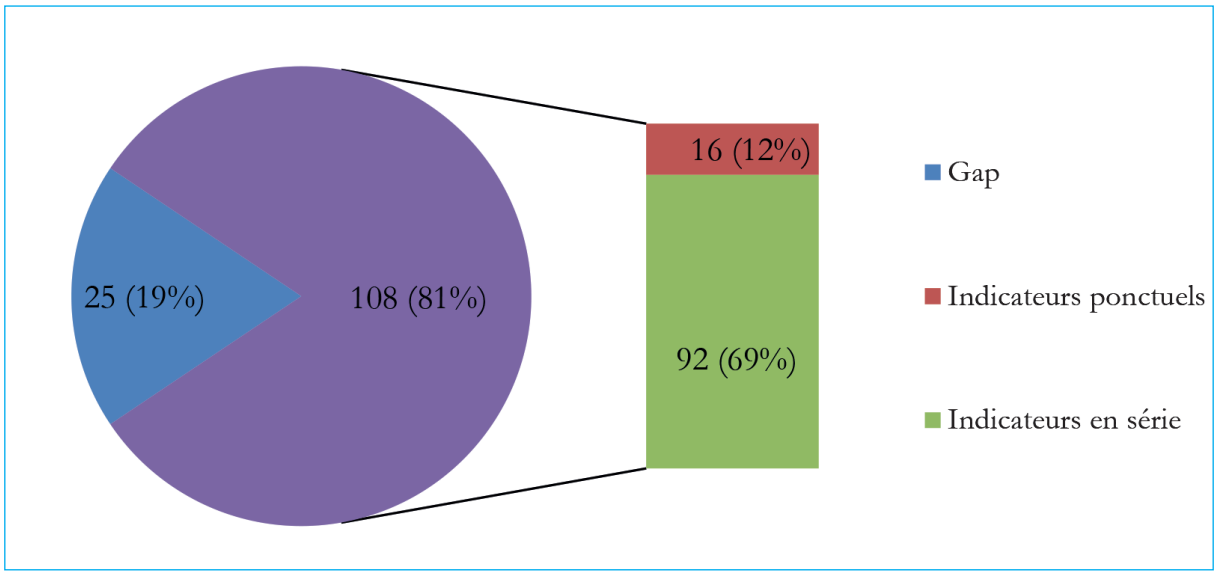
**Figure 10. Répartition des indicateurs ponctuels par sources des données**




**Source :** OCDD

En somme, il se dégage de cet exercice de collecte des données que sur 133 indicateurs du package prioritaire, 25 indicateurs n'ont aucune couverture statistique, soit 18,79%. En incluant les indicateurs ponctuels, ce chiffre monte à 41 ; ce qui revient à 30,83% du package national prioritaire. Le sort réservé au  gap en données susceptible de gêner l'appréciation de l'agenda 2030 sera réglé à l'issue de l'enquête Prodoc prévue à cet effet.

**Figure 11. Bilan de la couverture statistique des indicateurs du package national ODD**




**Source :** OCDD

# Conclusion

Le suivi et l'examen des progrès de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 requièrent un plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes. Ce rapport, étape préliminaire importante du suivi efficace des ODD en RDC, en déterminant les niveaux de référence des indicateurs et en dégageant le gap informationnel en données statistiques, fixe les bases de cet exercice qui se veut continu jusqu'en 2030. Il a l'avantage d'avoir fait un diagnostic global de l'architecture statistique nationale en matière des ODD.

Les sources des données, leur disponibilité ainsi que les besoins statistiques y afférents ont pu être identifiés. Un niveau de référence des indicateurs couverts par des données statistiques a été déterminé. L'autre mérite de cet exercice est d'avoir permis d'engager une réflexion sur les voies et moyens de combler le déficit informel et pérenniser la production statistique relative aux ODD pour un meilleur suivi et évaluation des progrès vers l'atteinte des résultats.

Il ressort de ce rapport que la couverture statistique est globalement satisfaisante. Sur les 133 indicateurs du package national, 108 sont couverts par des données statistiques. Seuls 25 indicateurs manquent des données statistiques pour la période 2010-2015. Toutefois, cette relative bonne couverture statistique des indicateurs ODD cache un certain nombre d'insuffisances pour suivi efficient des ODD dans le temps.

En effet, 16 indicateurs ne sont couverts que par des données ponctuelles et 31 indicateurs ont des données qui proviennent des sources internationales. Ces données ne sont pas disponibles au niveau du système statistique national. De même et dans la plupart de cas, les données ne sont pas désagrégées comme souhaité pour un meilleur suivi des ODD qui exige de « ne laisser personne pour compte ». Seuls 33 indicateurs sur 108 ont pu être désagrégés à un certain niveau. Cependant, la désagrégation faite n'obéit toujours pas aux exigences de l'Agenda 2030, incluant le sexe, l'espace/région, l'unité, etc. Par ailleurs, bien qu'existant en série, plusieurs indicateurs n'ont pas de données complètes ou parfaitement régulières sur une bonne période pour faciliter les analyses. Une des conséquences directes pour ce rapport est qu'il a fallu recourir à plusieurs projections pour déterminer le niveau de référence des certains indicateurs.

En outre, plusieurs faiblesses et limites de la couverture statistique à tous les niveaux du développement durable et du Système Statistique National ont pu être décelées et mises en exergue. Il s'agit, entre autres, de la qualité des données produites au niveau national et de leur irrégularité, du manque des ressources pour financer la production statistique, des faiblesses liées au capital humain et de la diffusion tardive des données statistiques souvent collectées parfois à temps. Ces différentes limites appellent de manière urgente à des réformes majeures dans le cadre de la révolution statistique préconisée au niveau mondial pour un meilleur suivi des ODD.

A cet effet, le présent rapport a le mérite de proposer déjà une ébauche de tableau de bord pour le suivi et l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre des ODD (voir annexe 1) et l'orientation des politiques, programmes et projets nationaux vers l'atteinte des cibles fixées.

A l'issue de l'atelier de  validation technique du présent rapport par toutes les parties prenantes dont l'INS, plusieurs recommandations ont été formulées.

S'agissant de la collecte des données, les participants ont relevé la nécessité de tirer profit de certaines sources nationales non consultées, notamment la Direction Générale de l'Education Non Formelle (DGNEF), le Service National de Formation (SERNAFOR), les Comptes Nationaux

de Santé, le Programme National de Nutrition (PRONANUT), etc. pour se doter davantage des données statistiques et enrichir les analyses y afférentes. Par ailleurs, en cas d'existence de plusieurs sources nationales, ils ont demandé de ne considérer que les données dont la série est davantage fournie et régulièrement à jour. Dans un autre chapitre, ils ont requis la production d'un rapport sur la qualité des données renseignant les indicateurs ODD. Enfin, une instruction doit être donnée à tous les services producteurs de données susceptibles de renseigner les indicateurs ODD à se conformer aux métadonnées des Nations-Unies relatifs aux ODD.

En ce qui concerne la diffusion des données, ils ont demandé de rendre accessible les données relatives aux ODD en RDC, en mettant une base des données sur Internet.

Pour ce qui est de l'INS, ils ont insisté sur le renforcement des capacités de son personnel et des équipes d'enquête afin de fiabiliser les sources nationales de données et d'en assurer une régularité. Ceci vaut également pour les Directions d'études et Planification des différents ministères. En outre, les différents producteurs de données seront tenus à présenter des guides méthodologiques à certifier par l'Institut National des Statistiques pour chaque donnée publiée sur la RDC. Il est demandé aussi la tenue par l'INS et l'OCDD des réunions régulières avec les services primaires producteurs des données ODD. Au gouvernement, les participants ont insisté sur le financement de stratégie nationale des statistiques.

# Références bibliographiques


1. BANQUE MONDIALE (2017), World Development Indicators.
2. FMI (2017), *Perspectives économiques régionales : Faire redémarrer la croissance en Afrique sub-saharienne*, Avril.
3. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2005), *Enquête 1-2-3*, Institut Nationale de la Statistique, Kinshasa.
4. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2016), *Enquête à Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB)*, Inédit.
5. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2007), *Enquête Démographique et de Santé (EDS)*, Kinshasa.
6. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2012), *Enquête 1-2-3*, Institut Nationale de la Statistique, Kinshasa.
7. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2013), *Enquête Démographique et de Santé (EDS)*, Kinshasa.
8. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2015), *Rapport OMD 2000-2015 : Evaluation des progrès accomplis par la République démocratique du Congo dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement*, Kinshasa.
9. MINISTÈRE DU PLAN/RDC (2016), *Rapport National de contextualisation et priorisation des ODD*, OCDD, Kinshasa, RDC
10. MINISTERE DU PLAN/RDC, (2017), *Annuaire statistique 2015*, Institut Nationale de la Statistique, Kinshasa.
11. SUSAN, N., CHRIS H., BHATKAL, T. and AEDY, T. (2016), *Projecting progress : the SDGs in Sub-Saharan Africa*, Overseas Development Institute, London
12. UNICEF/RDC (2010), *Enquête Nationale sur la situation des enfants et des femmes (MICS2)*, Kinshasa.
13. UNICEF/RDC (2002), *Enquête Nationale sur la situation des enfants et des femmes (MICS2)*, Kinshasa.
14. UNICEF, Centre de recherche Innocenti, (2014), *Présentation des méthodes de collecte et d'analyse de données dans l'évaluation d'impact*. Greet Peersman. Florence, Italie.

## Annexe 1. Répartition de la couverture statistique selon les sources de données[5]

| Sources | Catégorie d'indicateurs | | | Total |
|---|---|---|---|---|
| | Priorisés | Mise en œuvre | Partenariat | |
| **Enquêtes ménages**** | **18** | **2** | **1** | **21** |
| *Enquête 1-2-3, 2012* | 6 | 0 | 0 | |
| *Enquête Démographique et de Santé, 2012 -2013* | 8 | 1 | 1 | |
| *Enquête avec Questionnaire Unifié à Indicateurs de base du Bien-être, 2016, Rapport inédit* | 9 | 2 | 0 | |
| *MultiIndicators Clusters Surveys (MICS), 2010* | 6 | 1 | 0 | |
| *Enquête sur l'éducation (Programme d'Analyse du Système Educatif)* | 1 | 0 | 0 | |
| **Administration publique** | **6** | **13** | **0** | **19** |
| *Ministère du Budget* | 0 | 8 | 0 | |
| *Ministère de la Santé* | 1 | 0 | 0 | |
| *Ministère des Relations avec le parlement* | 1 | 0 | 0 | |
| *Ministère de l'Intérieur* | 0 | 1 | 0 | |
| *Ministère du Tourisme* | 0 | 1 | 0 | |
| *Ministère de l'Environnement* | 1 | 0 | 0 | |
| *Ministère de Pêche* | 1 | 0 | 0 | |
| **Services spécialisés** | **7** | **10** | **16** | **33** |
| *Institut National de la Statistique** | 1 | 4 | 3 | |
| *Autorité de Régulation des Postes et télécommunication* | 0 | 1 | 0 | |
| *Banque centrale du Congo* | 2 | 0 | 3 | |
| *Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements* | 0 | 6 | 3 | |
| *Observatoire Congolais du Développement Durable* | 0 | 0 | 3 | |

5 Le total de chaque entité ne représente pas le total de sa décomposition. Ceci est dû au fait que certains indicateurs sont couverts par plusieurs sources.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Programme National de lutte Contre la Tuberculose* | 1 | 0 | 0 | |
| *Programme National de lutte Contre le Paludisme* | 1 | 0 | 0 | |
| *Programme National Multisectoriel de lutte Contre le Sida* | 1 | 0 | 0 | |
| *Programme National des Maladies Tropicales Négligées* | 1 | 0 | 0 | |
| *Service National des Informations Sanitaires* | 0 | 1 | 0 | |
| *Groupe d'Etude de Transports* | 1 | 0 | 0 | |
| *Commission Nationale des Droits de l'Homme* | 0 | 1 | 0 | |
| **Cadre légal et réglementaire** | **2** | **2** | **0** | **4** |
| *Constitution de la République* | 1 | 0 | 0 | |
| *Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la loi n°87-010 du 1er aout 1987 portant code de la famille* | 0 | 1 | 0 | |
| *Lois de reddition des comptes* | 0 | 1 | 0 | |
| *Loi n° 10/010 DU 27 avril 2010 relative aux marchés publics* | 1 | 0 | 0 | |
| **Internationales** | **19** | **5** | **7** | **31** |
| *Banque Mondiale, Survey entreprises* | 1 | 0 | 0 | |
| *Banque Mondiale, World Development Indicators* | 0 | 0 | 4 | |
| *FMI, Perspectives économiques régionales* | 1 | 0 | 1 | |
| *PNUD, Rapport dur le Développement Humain* | 1 | 0 | 0 | |
| *Nations-Unies, IAEG-SDGs* | 14 | 4 | 2 | |
| *Organisation de Coopération de Développement Economique* | 0 | 1 | 0 | |
| *Organisation des Nations-Unies de lutte Contre la Drogue et les crimes* | 1 | 0 | 0 | |
| *Uppsala Conflict Data Program* | 1 | 0 | 0 | |
| **Total** | **52** | **32** | **24** | **108** |

* *Données tirées des annuaires statistiques de l'INS 2014 et 2015.*

** *Y compris l'enquête sur l'éducation*

**Source :** OCDD

## Annexe 2. Répartition des sources de données des indicateurs du package national ODD

| Objectifs | Type | Indicateurs | Sources | Outils | Type |
|---|---|---|---|---|---|
| ODD 1 | Priorisés | 1.1.1 | Nationale | Enquête 1-2-3/2012 | Enquête ménage |
| | | 1.3.1 | Nationale | Enquête QUIBB 2016 | Enquête ménage |
| | Mise en œuvre | 1.a.1 | Nationale | Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| | | 1.a.2 | Nationale | Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| | | 1.b.1 | Nationale | Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| ODD 2 | Priorisés | 2.1.1 | Nationale | Enquête QUIBB 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | | 2.1.2 | Nationale | Enquête QUIBB 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | | 2.2.1 | Nationale | MICS 2010, EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | | 2.2.2 | Nationale | MICS 2010, EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | Mise en œuvre | 2.a.1 | Nationale | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| | | 2.a.2 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 2.b.1 | Nationale | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| | | 2.b.2 | Gap | RAS | RAS |
| | | 2. c.1 | Gap | RAS | RAS |
| ODD 3 | Priorisés | 3.1.1 | Nationale | MICS 2010, EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | | 3.1.2 | Nationale | MICS, Enquête 1-2-3 2012, EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | | 3.2.1 | Nationale | EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | | 3.2.2 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 3.3.1 | Nationale | PNMLS, Ministère de la santé | Services spécialisés |
| | | 3.3.2 | Nationale | PNLT, Ministère de la Santé | Services spécialisés |
| | | 3.3.3 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 3.3.4 | Nationale | Programme Nationale de Transfusion Sanguine, Ministère du Plan | Ministère du Plan |
| | | 3.3.5 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | Mise en œuvre | 3. a.1 | Nationale | MICS 2010, EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | | 3. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 3. b.2 | Nationale | SNIS, Ministère de la Santé | Services spécialisés |

| Objectifs | Type | Indicateurs | Sources | Outils | Type |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 3.c.1 | Nationale | INS, Ministère de la Santé | Administration publique |
| | | 3.d.1 | Nationale | Ministère de la Santé | Administration publique |
| ODD 4 | Priorisés | 4.1.1 | Nationale | Enquête PASEC | Enquête sur l'Education |
| | | 4.4.1 | Nationale | Enquête 1-2-3/2012, EDS 2013-2014, Enquête QUIBB 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | | 4.6.1 | Nationale | EDS 2013-2014 | Enquête ménage |
| | Mise en œuvre | 4.a.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 4.b.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 4.c.1 | Nationale | INS, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| ODD 5 | Priorisés | 5.1.1 | Nationale | Loi constitutionnelle | Cadre légal et réglementaire |
| | | 5.5.1 | Nationale | Ministère des Relations avec le parlement, RNDH 2015 | Administration publique |
| | | 5.5.2 | Nationale | Services publics | Administration publique |
| | Mise en œuvre | 5.a.1 | Nationale | Enquête QUIBB 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | | 5. a.2 | Nationale | Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 portant code de la famille | Cadre légal et réglementaire |
| | | 5. b.1 | Nationale | ARPTC | Services spécialisés |
| | | 5. c.1 | Nationale | Lois de reddition des comptes | Cadre légal et réglementaire |
| ODD 6 | Priorisés | 6.1.1 | Nationale | MICS 2010, Enquête 1-2-3 2012, Enquête QUIBB 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | | 6.2.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | Mise en œuvre | 6. a.1 | Nationale | PGAI | Services spécialisés |
| | | 6. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| ODD 7 | Priorisés | 7.1.1 | Nationale | MICS 2010, Enquête 1-2-3/2012, EDS, Enquête QUIBB 2016 | Enquête ménage |
| | | 7.1.2 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | Mise en œuvre | 7. a.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 7. b.1 | Nationale | INS, Ministère du Plan | Services spécialisés |

| Objectifs | Type | Indicateurs | Sources | Outils | Type |
|---|---|---|---|---|---|
| ODD 8 | Priorisés | 8.1.1 | Internationale | FMI, Perspectives économiques mondiales, 2017 | Autres (internationales) |
| | | 8.2.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 8.5.1 | Nationale | Enquête 1-2-3 2012 | Enquête ménage |
| | | 8.5.2 | Nationale | Banque Centrale du Congo | Services spécialisés |
| | Mise en œuvre | 8. a.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 8. b.1 | Nationale | Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| ODD 9 | Priorisés | 9.1.1 | Nationale | Enquête QUIBB 2016 | Enquête ménage |
| | | 9.1.2 | Nationale | Services publics | Services spécialisés |
| | | 9.2.1 | Nationale | Banque Centrale du Congo | Services spécialisés |
| | | 9.2.2 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | Mise en œuvre | 9. a.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 9. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 9. c.1 | Nationale | INS, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| ODD 10 | Priorisés | 10.1.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 10.2.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 10.4.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | Mise en œuvre | 10. a.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 10. b.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Administration publique |
| | | 10. c.1 | Gap | RAS | RAS |
| ODD 11 | Priorisés | 11.1.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 11.2.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 11.3.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 11.3.2 | Gap | RAS | RAS |
| | Mise en œuvre | 11. a.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 11. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 11. b.2 | Nationale | Ministère de l'Intérieur | Administration publique |
| | | 11. c.1 | Internationale | OCDE | Autres (internationales) |

| Objectifs | Type | Indicateurs | Sources | Outils | Type |
|---|---|---|---|---|---|
| ODD 12 | Priorisés | 12.2.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 12.2.2 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 12.5.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 12.7.1 | Nationale | Loi n° 10/010 DU 27 avril 2010 des marchés publics | Cadre légal et réglementaire |
| | Mise en œuvre | 12. a.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 12. b.1 | Nationale | Ministère du Tourisme | Administration publique |
| | | 12. c.1 | Nationale | Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| ODD 13 | Priorisés | 13.2.1 | Nationale | Ministère de l'Environnement | Administration publique |
| | Mise en œuvre | 13. a.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 13. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| ODD 14 | Priorisés | 14.1.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 14.4.1 | Nationale | Ministère de Pêche | Administration publique |
| | Mise en œuvre | 14. a.1 | Nationale | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire | Administration publique |
| | | 14. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 14. c.1 | Gap | RAS | RAS |
| ODD 15 | Priorisés | 15.1.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 15.1.2 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 15.2.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 15.9.1 | Gap | RAS | RAS |
| | Mise en œuvre | 15. a.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 15. b.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 15. c.1 | Gap | RAS | RAS |

| Objectifs | Type | Indicateurs | Sources | Outils | Type |
|---|---|---|---|---|---|
| ODD 16 | Priorisés | 16.1.1 | Internationale | UNDOC | Autres (internationales) |
| | | 16.1.2 | Internationale | Université d'UPSSALA, http://ucdp.uu.se/#country/490 | Autres (internationales) |
| | | 16.1.3 | Nationale | INS, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 16.1.4 | Internationale | PNUD, Rapport sur le Développement Humain | Enquête Gallup |
| | | 16.5.1 | Nationale | Enquête QUIBB, 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | | 16.5.2 | Internationale | Banque Mondiale, Survey entreprise | Autres (internationales) |
| | | 16.6.1 | Nationale | Rapport de Reddition des comptes | Administration publique |
| | | 16.6.2 | Nationale | Enquête QUIBB, 2016, Rapport inédit | Enquête ménage |
| | Mise en œuvre | 16. a.1 | Nationale | Commission Nationale des Droits de l'Homme | Services spécialisés |
| | | 16. b.1 | Gap | RAS | RAS |
| ODD 17 | Partenariat | 17.1.1 | Nationale | Banque Centrale du Congo | Services spécialisés |
| | | 17.1.2 | Nationale | Banque Centrale du Congo | Services spécialisés |
| | | 17.2.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 17.3.1 | Internationale | FMI, Perspectives économiques mondiales, 2017 | Autres (internationales) |
| | | 17.3.2 | Internationale | WDI, Banque Mondiale | Autres (internationales) |
| | | 17.4.1 | Nationale | Banque Centrale du Congo | Services spécialisés |
| | | 17.5.1 | Nationale | Services publics | Services spécialisés |
| | | 17.6.1 | Nationale | Services publics | Services spécialisés |
| | | 17.6.2 | Nationale | Annuaire statistique 2015 | Services spécialisés |
| | | 17.7.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 17.8.1 | Nationale | Annuaire statistique 2015 | Services spécialisés |
| | | 17.9.1 | Internationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 17.10.1 | Internationale | WDI, Banque Mondiale | Autres (internationales) |

| Objectifs | Type | Indicateurs | Sources | Outils | Type |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 17.11.1 | Internationale | WDI, Banque Mondiale | Autres (internationales) |
| | | 17.12.1 | Internationale | WDI, Banque Mondiale | Autres (internationales) |
| | | 17.13.1 | Nationale | Services publics | Services spécialisés |
| | | 17.14.1 | Nationale | Services publics | Services spécialisés |
| | | 17.15.1 | Gap | RAS | RAS |
| | | 17.16.1 | Nationale | OCDD, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 17.17.1 | Nationale | PGAI, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 17.18.1 | Nationale | OCDD, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 17.18.2 | Nationale | OCDD, Ministère du Plan | Services spécialisés |
| | | 17.18.3 | Nationale | INS, Politique Nationale de Développement Statistique (PNDS) | Services spécialisés |
| | | 17.19.1 | Nationale | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Autres (internationales) |
| | | 17.19.2 | Nationale | EDS 2013-2014 | Enquête ménage |

**Source :** OCDD

## Annexe 3. Niveau de référence des indicateurs du package national ODD

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2015 | Unité | Source |
|---|---|---|---|
| **Objectif 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde** | | | |
| 1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international (1,90$/jour) | 72,81* | % | Enquête 1-2-3 2012 |
| 1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale | 5,00 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 1. a.1. Proportion des ressources directement allouées par l'Etat à des programmes de réduction de la pauvreté | 31,9 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| 1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale) | 19,20 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectéesà l'éducation* | *14,3* | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectées à la santé* | 4,90 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectées à la protection sociale* | *0,33* | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| 1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, pauvres et vulnérables | | | |
| *1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes* | *0,87* | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des pauvres* | | | |
| *1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des vulnérables* | | | |
| **Objectif 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable** | | | |
| 2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation | 55,80 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience | | | |
| *2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience* | 10,80 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| *2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire grave/sévère évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience* | 8,50 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans | 45,50 | % | MICS 2010, EDS 2013-2014 |
| 2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation) | *21,73** | % | MICS 2010, EDS 2013-2014 |
| 2. a.1. Indice d'orientation agricole des dépenses publiques | 0,08 | --- | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| 2. a.2. Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole | 3,81 | % | PGAI, Ministère du Plan |
| 2.b.1 Estimation du soutien à la production agricole | 1,35 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| 2.b.2 Subvention à l'exportation dans le secteur agricole | | | |
| 2.c.1 Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires | | | |
| **Objectif 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges** | | | |
| 3.1.1 Taux de mortalité maternelle | 1195,78* | Pour 100 000 naissance vivante | MICS 2010, EDS 2013-2014 |
| 3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié | 84,56* | % | MICS 2010, Enquête 1-2-3 2012, EDS 2013-2014 |
| 3.2.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans | 81,65* | % | EDS 2013-2014 |
| 3.2.2 Taux de mortalité néonatale | 30,10 | Pour 100 naissances vivantes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 3.3.1 Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives | 0,17 | ‰ | PNMLS, Présidence |
| *3.3.1a Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 hommes séronégatives* | 0,12 | ‰ | PNMLS, Présidence |
| *3.3.1b Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 femmes séronégatives* | 0,22 | ‰ | PNMLS, Présidence |
| 3.3.2 Incidence de la tuberculose pour 1 000 habitants | 1,51 | Pour ‰ habitant | PNLT, Ministère de la Santé |
| 3.3.3 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants | | ‰ | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 3.3.4 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants | 0,0016 | Pour 100 000 habitant | Banque de sang, Ministère de la Santé |
| 3.3.5 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires | 59,51 | Millions | Programme National des Maladies Tropicales Négligées (PN-MTN) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3. a.1. Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge) | 27,31* | | MICS, EDS 2013-2014, E-QUIBB 2016 |
| 3.b.1 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable et de façon perenne | | | |
| 3. b.2. Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base | 11,36 | Millions USD | SNIS, Ministère de la Santé |
| 3.c.1 Densité et répartition du personnel de santé | 0,38 | ‰ | INS, Ministère du Plan |
| *3.c.1.a Densité des médecins pour 1000 habitants* | 0,07 | ‰ | INS, Ministère du Plan |
| *3.c.1.a Densité des infirmiers pour 1000 habitants* | 0,70 | ‰ | |
| 3.d.1 Application du règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires | 74,90 | --- | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| **Objectif 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie** | | | |
| 4.1.1 Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire; b) en fin de cycle primaire; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe | | | |
| *4.1.1.a Proportion d'enfants et de jeunes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | 57,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.a (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | 58,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.a (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | 55,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.a' Proportion d'enfants et de jeunes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | 46,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.a' (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | 46,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.a' (i) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | 45,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.b Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | 44,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.b (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | 45,00 | % | Enquête PASEC 2014 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *4.1.1.b (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | 42,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.b' Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | 46,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.b' (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | 46,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| *4.1.1.b' (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | 45,00 | % | Enquête PASEC 2014 |
| 4.4.1 Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en informatique et en communication, par type de compétence | | | |
| *4.4.1 Proportion de la population de 15 ans et plus utilisant l'ordinateur* | 9,20 | % | Enquête 1-2-3 2012, EDS 2013-2014, E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| *4.4.1 Proportion de la population de 15 ans et plus utilisant l'Internet* | 10,10 | % | Enquête 1-2-3 2012, E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| *4.4.1 Proportion de la population disposant d'une adresse électronique* | 13,20 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 4.6.1 Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numératie fonctionnels. | | | |
| *4.6.1 Pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée atteignant au moins un certain niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles en matière de lecture et d'écriture, Masculin* | 88,00 | % | EDS 2013-2014 |
| *4.6.1 Pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée atteignant au moins un certain niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles en matière de lecture et d'écriture, Féminin* | 63,80 | % | EDS 2013-2015 |
| *4.6.1 Taux d'alphabétisme des adultes* | 64,70 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable; | | | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à l'électricité (niveau sécondaire inférieur)* | 13,43* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à une alimentation de base en eau potable (secondiare inférieur)* | 36,66* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à aux toilettes par genre (niveau primaire)* | 45,82* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à l'électricité (niveau primaire)* | 9,86* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à une alimentation de base en eau potable (niveau primaire)* | 45,82* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à aux toilettes par genre (niveau primaire)* | 36,66* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 4. b.1 Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation | 4,55* | Milliards de USD | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 4. c.1 Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire; b) le cycle primaire; c) le premier cycle du secondaire; et d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées | | | |
| *4. c.1 Proportion d'enseignants dans le préscolaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées* | 1,69* | % | INS, Ministère du Plan |
| *4. c.1 Proportion d'enseignants dans le cycle primaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées* | 55,41* | % | INS, Ministère du Plan |
| *4. c.1 Proportion d'enseignants dans le cycle secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées* | 42,84* | % | INS, Ministère du Plan |
| **Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles** | | | |
| 5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe | Oui | --- | Constitution de la République |
| 5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales | | | |
| *5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans le parlement national* | 8,90 | % | Ministère des relations avec le parlement (DEP, OCDD), RNDH de 2015 |
| *5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les administrations locales* | | | |
| 5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction | | | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Sécretaires Généraux* | 13,70 | % | Ministère de la Fonction Publique |
| *5.5.2 Proportion de femmes Président du conseil d'administration* | 8,10 | % | Ordonnances présidentielles |
| *5.5.2 Proportion de femmes Administrateur directeur général* | 10,80 | % | Ordonnances présidentielles |
| *5.5.2 Proportion de femmes Administrateur directeur technique* | 13,50 | % | Ordonnances présidentielles |
| *5.5.2 Proportion de femmes Ministres* | 9,38 | % | Ordonnances présidentielles |
| *5.5.2 Proportion de femmes Vice-Ministres* | 40,00 | % | Ordonnances présidentielles |
| *5.5.2. Proportion de femmes Parquet près de la cours constitutionnelle* | 28,50 | % | Cours supreme et parquets généreaux |
| *5.5.2 Proportion de femmes Cours supreme et parquet général de la République* | 6,25 | % | Cours supreme et parquets généreaux |
| *5.5.2 Proportion de femmes Cours d'appel et parquet général* | 11,97 | % | Cours supreme et parquets généreaux |
| *5.5.2 Proportion de femmes Tribunaux de grande instance et parquet de grande instance* | 20,44 | % | Cours supreme et parquets généreaux |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 5. a.1 a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit | 53,85 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| *5. a.1 a) Proportion de la population agricole urbaine ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles* | 52,30 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| *5. a.1 a) Proportion de la population agricole rurale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles* | 55,40 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 5.a.2 Existence d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres | Oui | | Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant le Loi n°87-010 du 1er août 1987 portant Code de la Famille |
| 5. b.1 Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe | 49,00 | % | ARPTC, Présidence de la République |
| 5.c.1 Existence des systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes | Oui | | Lois de reddition des comptes |
| **Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau** | | | |
| 6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité | 53,80 | % | MICS 2010 ; Enquête 1-2-3 2012 ; E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon | 28,65 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 6.a.1 Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics | 5,49 | % | PGAI, Ministère du Plan |
| 6.b.1 Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement | Gap | | |
| **Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable** | | | |
| 7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité | 18,90 | % | MICS 2010 ; Enquête 1-2-3 2012 ; EDS 2013-2014 ; QUIBB 2016, Enquête 1-2-3 2012 |
| 7.1.2 Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres | 6,17 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 7. a.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 7.b.1 Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable | | | |
| *7. b.1 Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB* | 19,60 | % | INS, Ministère du Plan |
| *7. b.1 Investissements Directs étrangers sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaire aux services de développement durable* | | | |
| **Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous** | | | |
| 8.1.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant | 3,80 | % | FMI, Perspectives économiques mondiales, 2017 |
| 8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi | 4,91 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap | | USD | Enquête 1-2-3 2012 |
| 8.5.2 Taux de chômage | 43,68 | % | BCC, Rapports annuels |
| 8. a.1 Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce | 445,52* | | |
| *8. a.1 Engagements pris dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce* | 679,98* | Constant USD (Millions) | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *8. a.1 Décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce* | 166,92* | Constant USD (Millions) | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *8. a.1 Proportion des Décaissements sur les Engagements pris dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce* | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB | 0,33 | % | |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale en % du budget national* | 0,55 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale en % du PIB* | 0,13 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes d'emploi en % du budget national* | 0,023 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes d'emploi en % du PIB* | *0,023* | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation** | | | |
| 9.1.1 Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année | 9,10 | Pourcentage | E-QUIBB 2016, Rapport inédit |
| 9.1.2 Nombre de passagers et volume de fret transportés, par mode de transport | | | |
| *9.1.2 Nombre de passagers transportés* | *1,77* | Millions | |
| *9.1.2 Volume de fret transporté* | 3,44 | | |
| 9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière | *6 267,58* | Millions de USD courants | Rapports annuels, BCC |
| *9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB* | 11,47 | % | Rapports annuels, BCC |
| *9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, par habitant* | *81,12* | USD courants | Rapports annuels, BCC |
| 9.2.2 Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total | 7,38* | Pourcentage | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 9. a.1 Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures | 366,80 | USD constant par habiatnt | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 9. b.1 Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie | Gap | | |
| 9. c.1 Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie | 49,00 | % | INS, Ministère du Plan |
| *9. c.1.a Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile 2G* | *29,06* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *9. c.1.b Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile 3G* | *20,00* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *9. c.1.c Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile 4G* | *0,00* | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| **Objectif 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein** | | | |
| 10.1.1 Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population | 9,58 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 10.2.1 Proportion de personnes vivant avec un revenu de plus de 50 % inférieur au revenu moyen, par âge, sexe et handicap | Gap | | |
| 10.4.1 Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux | 2,41* | | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 10. a.1 Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits | Gap | | |
| 10. b.1 Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres) | | | |
| *10. b.1.a Montant total des ressources allouées au développement par l'OCDE* | 714,31 | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |
| *10. b.1.b Montant total des ressources allouées au développement par les Banques de développement* | 549,37 | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *10. b.1.c Montant total des ressources allouées au développement par l'Union Européenne* | 199,57 | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |
| *10. b.1.d Montant total des ressources allouées au développement par les Fonds de Développement* | 171,73 | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |
| *10. b.1.e Montant total des ressources allouées au développement par les Nations-Unies* | 69,15 | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |
| *10. b.1.f Investissement Direct Etranger, Net* | *3,00* | % | FMI, Perspectives économiques régionales, avril 2017 |
| 10. c.1 Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré | Gap | | |
| **Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables** | | | |
| 11.1.1 Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats | 65,2 | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| 11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par groupe d'âge, sexe et type de handicap | Gap | | |
| 11.3.1 Ratio entre le taux d'utilisation des terres et le taux de croissance démographique | Gap | | |
| 11.3.2 Proportion de villes dotées d'une structure de participation directe de la société civile à la gestion et à l'aménagement des villes, fonctionnant de façon régulière et démocratique | Gap | | |
| 11.a.1 Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, par taille de la ville | Gap | | |
| 11.b.1 Proportion d'administrations locales adoptant et mettant en œuvre des stratégies locales de réduction des risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) | Gap | | |
| 11. b.2 Existence des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe | Non | | Minstère de l'Interieur |
| 11.c.1 Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux | 0,24 | % | OCDE |
| **Objectif 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables** | | | |
| 12.2.1 Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par unité de PIB | | | |
| *12.2.1 Empreinte matérielle* | *134,20* | Millions de Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *12.2.1 Empreinte matérielle par habitant* | *1,74* | Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *12.2.1 Empreinte matérielle par unité de PIB* | *1,83* | Kilogrammes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 12.2.2 Consommation matérielle nationale, consommation matérielle nationale par habitant et consommation matérielle nationale par unité de PIB | | | |
| *12.2.2 Consommation matérielle nationale* | *123,35* | Millions de Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *12.2.2 Consommation matérielle nationale par habitant* | *1,60* | Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *12.2.2 Consommation matérielle nationale par unité de PIB* | *6,26* | Kilogrammes | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 12.5.1 Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés | | | |
| 12.7.1 Existence des politiques et plans d'action en faveur des pratiques durables de passation des marchés publics | Oui | | Loi n° 10/010 DU 27 avril 2010 relative aux marchés publics |
| 12.a.1 Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de R-D consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles | Gap | | |
| 12.b.1 Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus d'un commun accord | 1 | Unité | Ministère du Tourisme |
| 12.c.1 Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles | *0,00* | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| **Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions** | | | |
| 13.2.1 Existence d'une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, | Oui | --- | Ministère de l'Environnement |
| 13.a.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars | Gap | | |
| 13.b.1 Existene d'un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques, | Gap | | |
| **Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable** | | | |
| 14.1.1 Indicateur du potentiel d'eutrophisation côtière (ICEP) et densité des débris de plastiques flottant en surface des océans | Gap | | |
| 14.4.1 Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable | 707,00 | Millions de tonnes | Ministère de la pèche. Chiffre non revu depuis 1970 |
| 14.a.1 Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines | 0,00 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| 14.b.1 Progrès réalisés par le pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs | Gap | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 14.c.1 Prfogression dans la ratification, l'acceptation et l'application au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels des instruments relatifs aux océans qui mettent en œuvre le droit international, | Gap | | |
| **Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité** | | | |
| 15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières | 67,30 | | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées (par type d'écosystème) | | | |
| *15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre qui sont couverts par des aires protégées* | 29,52 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *15.1.2 Proportion des sites importants la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées* | 36,69 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts | | | |
| *15.2.1 Above-ground biomass in forest* | 33,36 | Milllions de tonnes metriques | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *15.2.1 Proportion de superficie forestière certifiée dans le cadre d'un système de certification vérifié de manière indépendante* | 0,00 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *15.2.1 Proportion de la superficie forestière avec un plan de gestion à long terme* | 4,00 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *15.2.1 Proportion de la superficie forestière dans les aires protégées légalement établies* | 15,92 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| *15.2.1 Superficie forestière dans les aires protégées légalement établies* | 24,30 | Milliers d'hectares | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 15.9.1 Progrès réalisés vers les objectifs nationaux établis conformément à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 | Gap | | |
| 15.a.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes | | | |
| *15.a.1 Aide publique au développement consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | *34,31* | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |
| *15.a.1 Dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | | | |
| 15.b.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes | | | |
| *15.b.1 Aide publique au développement consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | *34,31* | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *15.b.1 Dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | | | |
| 15.c.1 Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages | | | |
| **Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes** | | | |
| 16.1.1. Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100.000 habitants, par sexe et âge | 12,50 | % | UNODC 2016 |
| 16.1.2. Nombre de décès liés à des conflits pour 100.000 habitants (par sexe, âge et cause) | 0,76 | Pour 100 000 habitants | Université d'Uppsala, http://ucdp.uu.se/#country/490 |
| 16.1.3 Proportion de la population victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents | | | |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de violences physiques* | *5,00* | % | Annuaire statistique 2015, INS |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de violences psychologiques* | *5,00* | % | Annuaire statistique 2015, INS |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de violences sexuelles* | *9,00* | % | Annuaire statistique 2015, INS |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de viols* | *66,00* | % | Annuaire statistique 2015, INS |
| 16.1.4. Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente par des risques | 43,00 | % | PNUD, Rapport sur le Développement Humain (RDH) |
| 16.5.1. Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel aller ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents | 69,70 | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| 16.5.2. Proportion d'entreprise ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents | 56,13 | % | Banque Mondiale, Survey entreprise |
| 16.6.1. Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé, par secteur (ou autre similaire) | 68,22 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes |
| 16.6.2. Proportion de la population dont la dernière expérience, avec les services publics a été satisfaisante | 29,10 | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.a Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de santé a été satisfaisante* | *45,80* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.b Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de l'éducation été satisfaisante* | *42,40* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.c Proportion de la population dont la dernière expérience avec l'administration publique a été satisfaisante* | *35,70* | % | E-QUIBB 2016, inédit |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *16.6.2.d Proportion de la population dont la dernière expérience avec la police a été satisfaisante* | *33,10* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.e Proportion de la population dont la dernière expérience avec la justice a été satisfaisante* | *30,60* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.f Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de fournitures de l'eau a été satisfaisante* | *29,00* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.g Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de fournitures de l'électricité a été satisfaisante* | *8,80* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.h Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de salubrité a été satisfaisante* | *15,60* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.i Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services des routes a été satisfaisante* | *23,10* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| *16.6.2.j Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services des transports a été satisfaisante* | *26,90* | % | E-QUIBB 2016, inédit |
| 16.a.1. Existence d'institutions nationales indépendantes des droits de l'homme, conformément aux principes de Paris | Oui | | Constitution de la République |
| 16.b.1.Personnellement fait l'objet de discrimination ou de l'harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme | Gap | | |
| **Objectif 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et renforcer les moyens de ce partenariat** | | | |
| 17.1.1 Total des recettes publiques en proportion du PIB | 12,64 | % | BCC, Rapports annuels |
| *17.1.1.a Total des recettes courantes en proportion du PIB* | *12,58* | % | *BCC, Rapports annuels* |
| *17.1.1.b Total des recettes fiscales en proportion du PIB* | *10,97* | % | *BCC, Rapports annuels* |
| *17.1.1.c Total des recettes extérieures en proportion du PIB* | *0,07* | % | *BCC, Rapports annuels* |
| 17.1.2 Proportion du budget national financé par les impôts nationaux | *65,16* | % | *BCC, Rapports annuels* |
| 17.2.1 Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE en proportion du budget national | *11,19* | % | PGAI, Ministère du Plan |
| 17.3.1 Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total | | | |
| *17.3.1 Investissements étrangers directs en proportion du budget national total* | *17,01* | % | FMI, Perspectives économiques mondiales, 2017 |
| *17.3.1 Aide publique au développement en proportion du budget national total* | 27,45 | % | PGAI, Ministère du Plan |
| *17.3.1 Coopération Sud-Sud en proportion du budget national total* | *0,75* | % | PGAI, Ministère du Plan |
| 17.3.2 Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total | 0,01 | % | WDI, Banque Mondiale |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 17.4.1 Service de la dette en proportion des exportations de biens et services | 2,29 | % | BCC, Rapports annuels |
| 17.5.1 Existence des dispositifs visant à encourager l'investissement | Oui | --- | Loi sur le Parténariat public-privé |
| 17.6.1 Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération | 0,00 | Unité | Ministère des affaires étrangères et coopération au développement |
| 17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion | | | |
| *17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants* | *0,01* | *Pour 100 habitants* | Annuaire statistique 2015, INS |
| *17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit mobile pour 100 habitants* | *7,81* | *Pour 100 habitants* | Annuaire statistique 2015, INS |
| 17.7.1 Montant total des financements approuvés pour les pays en développement aux fins de la promotion de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement | 0,00 | % | PGAI, Ministère du Plan |
| 17.8.1 Proportion de la population utilisant Internet | 7,83 | % | INS, Ministère du Plan |
| 17.9.1 Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement | 289,44* | En milliards de USD (Constant) | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 17.10.1 Moyenne pondérée des taux de droits de douane | | | |
| *17.10.1 Moyenne pondérée des taux de droits de douane, moyenne simple* | 95,48 | % | WDI, Banque Mondiale (2014) |
| *17.10.1 Moyenne pondérée des taux de droits de douane, moyenne pondérée* | 10,00 | % | WDI, Banque Mondiale |
| 17.11.1 Part de la RDC dans les exportations mondiales | *0,05* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.11.1 Part de l'Afrique Sub-Saharienne dans les exportations mondiales* | *1,68* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.11.1 Part des pays à faible revenu dans les exportations mondiales* | *0,38* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.11.1 Part des pays à revenu moyen dans les exportations mondiales* | *30,66* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.11.1 Part des BRICS dans les exportations mondiales* | *14,93* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.11.1 Part des pays à haut revenu dans les exportations mondiales* | *68,96* | % | WDI, Banque Mondiale |
| 17.12.1 Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement | | | |
| *17.12.1 Droits de douane des pays à revenus élevés* | *1,66* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.12.1 Droits de douane moyens des pays à revenu intermédiaire* | *4,86* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.12.1 Droits de douane moyens des pays membres de l'OCDE* | *1,68* | % | WDI, Banque Mondiale |
| *17.12.1 Droits de douane moyens des BRICS* | *4,68* | % | WDI, Banque Mondiale |
| 17.13.1 Tableau de bord macroéconomique | Oui | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 17.14.1 Existence des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable | Non | --- | |
| 17.15.1 Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays | Gap | | |
| 17.16.1 Existence d'un sysème faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable | Oui | --- | OCDD, Ministère du Plan |
| 17.17.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées aux partenariats public-privé et aux partenariats avec la société civile | 14,15 | En proprotion de l'Aide | PGAI, Ministère du Plan |
| 17.18.1 Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle | 57,89 | % | OCDD, Ministère du Plan |
| 17.18.2 Existence d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle | Oui | | INS, Ministère du Plan |
| 17.18.3 Existence d'un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en oeuvre, par source de financement | Oui | | INS, Ministère du Plan |
| 17.19.1 Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement | 1,09* | En millions de USD | Nations-Unies, IAEG-SDGs |
| 17.19.2 Organisation d'au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) Avoir atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 % | | | |
| *17.19.2 Tenue d'un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années* | Non | --- | |
| *17.19.2 Taux d'enregistrement des naissances* | 24,60 | | EDS 2013-2014 |
| *17.19.2 Taux d'enregistrement des décès* | | | |

*Note : les indicateurs en italiques sont des desagrégations*

**Source :** OCDD

## Annexe 4. Tableau de bord des indicateurs priorisés

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif 1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde** | | | | | | | | | | |
| 1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international | | | 63,4 | | | | | % | Enquête 1-2-3 2012 | Seuil de USD 1,25 |
| *1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, Zone urbaine* | | | 60,4 | | | | | % | Enquête 1-2-3 2013 | Seuil de USD 1,25 |
| *1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, Zone rurale* | | | 65,2 | | | | | % | Enquête 1-2-3 2014 | Seuil de USD 1,25 |
| 1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale | | | | | | 5,00 | | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| 1.a.1. Proportion des ressources directement allouées par l'Etat à des programmes de réduction de la pauvreté | | | | 31,8 | 28,8 | 31,9 | 33,8 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| 1.a.2. Proportion des dépenses publiques affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale) | | | | 18,80 | 18,20 | 19,20 | 24,10 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectéesà l'éducation* | 5,10 | 7,40 | 10,95 | 13,2 | 13,6 | 14,3 | 17,2 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectées à la santé* | 4,40 | 1,40 | 4,65 | 5,60 | 4,60 | 4,90 | 6,90 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *1. a.2. Proportion des dépenses publiques affectées à la protection sociale* | | 0,28 | | | 0,29 | 0,33 | | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes, pauvres et vulnérables | | | | | | | | | | |
| *1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des femmes* | | | | 0,04 | 0,08 | 0,87 | 0,06 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des pauvres* | | | | | | | | | | |
| *1.b.1. Proportion des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipement consacrées aux secteurs répondant plus particulièrement aux besoins des vulnérables* | | | | | | | | | | |
| **Objectif 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable** | | | | | | | | | | |
| 2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation | | | | | | | 55,80 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | Proxy |
| 2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience | | | | | | | | | | |
| *2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience* | | | | | | | 10,80 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| *2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire grave/ sévère évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience* | | | | | | | 8,50 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| 2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans | 43,00 | | | 42,70 | | | | % | MICS 2010, EDS 2013-2014 | Proportion des enfants qui souffrent de retard de croissance |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation) | | | | | | | | | | |
| *2.2.2 Émaciation* | 11,00 | | | 7,90 | | | | % | MICS 2010, EDS 2013-2014 | |
| 2. a.1. Indice d'orientation agricole des dépenses publiques | | | | 0,09 | 0,09 | 0,08 | 0,08 | --- | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| 2. a.2. Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole | 3,01 | 5,89 | 2,94 | 5,55 | 6,68 | 3,81 | | % | PGAI, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD. APD alloué au secteur agriculture + élevage/ Total APD |
| 2.b.1 Estimation du soutien à la production agricole | | | | 1,52 | 1,58 | 1,35 | 1,28 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| 2.b.2 Subvention à l'exportation dans le secteur agricole | | | | | | | | | | |
| 2.c.1 Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires | | | | | | | | | | |
| **Objectif 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges** | | | | | | | | | | |
| 3.1.1 Taux de mortalité maternelle | 540,00 | | | 846,00 | | | | Pour 100 000 naissance vivante | MICS 2010, EDS 2013-2014 | |
| 3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié | 74,00 | | 89,75 | 80,10 | | | | % | MICS2010, Enquête 1-2-3 2012, EDS 2013-2014 | |
| 3.2.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans | 158,00 | | | 104,00 | | | | % | EDS 2013-2014 | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3.2.2 Taux de mortalité néonatale | 32,90 | 32,30 | 31,70 | 31,20 | 30,60 | 30,10 | | Pour 100 naissances vivantes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 3.3.1 Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives | | 0,26 | 0,24 | 0,21 | 0,19 | 0,17 | 0,15 | ‰ | PNMLS, Présidence | Calculs de l'OCDD. ‰ habitant |
| *3.3.1a Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 hommes séronégatives* | | 0,19 | 0,18 | 0,16 | 0,14 | 0,12 | 0,09 | ‰ | PNMLS, Présidence | Calculs de l'OCDD. ‰ habitant hommes |
| *3.3.1b Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 femmes séronégatives* | | 0,33 | 0,30 | 0,27 | 0,24 | 0,22 | 0,20 | ‰ | PNMLS, Présidence | Calculs de l'OCDD. ‰ habitant femmes |
| 3.3.2 Incidence de la tuberculose pour 1 000 habitants | 177,00 | | 159,00 | | 156,00 | | | Pour 100 000 habitant | PNLT, Ministère de la Santé | |
| 3.3.3 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants | 427,00 | | | 295,00 | | | | ‰ | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 3.3.4 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants | 0,0038 | 0,0020 | 0,0035 | 0,0022 | 0,0018 | 0,0016 | 0,0018 | Pour 100 000 habitant | Banque de sang, Ministère de la Santé | |
| 3.3.5 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires | | | | | 54,58 | 59,51 | 74,95 | Millions | Programme National des Maladies Tropicales Négligées (PN-MTN) | Sont considérées l'onchocercose, schistosomiase, géohelminthiase, filariose hymphatique, trachome. Cette dernière maladie n'est considérée que pour 2016 à cause de l'indisponibilité des données |
| 3. a.1. Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les plus de 15 ans (taux comparatifs par âge) | 10,70 | | | 18,07 | | | | | | |
| *3. a.1. Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les femmes de plus de 15 ans* | 2,70 | | | 3,13 | | | | % | MICS, EDS 2013-2014 | |
| *3. a.1. Prévalence de la consommation actuelle de tabac chez les hommes de plus de 15 ans* | 18,70 | | | 33,00 | | | 10,30 | % | MICS, EDS 2013-2014, E-QUIBB 2016 | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3.b.1 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable et de façon perenne | | | | | | | | | | |
| 3. b.2. Montant total net de l'aide publique au développement consacré à la recherche médicale et aux soins de santé de base | | | | | 11,32 | 11,36 | | Millions USD | SNIS, Ministère de la Santé | |
| 3.c.1 Densité et répartition du personnel de santé | | | | | | | | | INS, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD |
| *3.c.1.a Densité des médecins pour 1000 habitants* | 0,08 | 0,08 | 0,07 | 0,07 | 0,07 | 0,07 | | ‰ | INS, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD |
| *3.c.1.a Densité des infirmiers pour 1000 habitants* | 0,82 | 0,79 | 0,77 | 0,74 | 0,72 | 0,70 | | ‰ | | |
| 3.d.1 Application du règlement sanitaire international (RSI) et préparation aux urgences sanitaires | 39,60 | 59,80 | 64,90 | 60,80 | 69,10 | 74,90 | 70,50 | --- | Nations-Unies, IAEG-SDGs | International Health Regulations (IHR) core capacity index |
| **Objectif 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie** | | | | | | | | | | |
| 4.1.1 Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire; b) en fin de cycle primaire; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe | | | | | | | | | | |
| *4.1.1.a Proportion d'enfants et de jeunes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | | | | | | 57,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.a (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | | | | | | 58,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.a (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | | | | | | 55,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.a' Proportion d'enfants et de jeunes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | | | | | | 46,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *4.1.1.a' (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | | | | | | 46,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.a' (i) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en cours élémentaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | | | | | | 45,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.b Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | | | | | | 44,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.b (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | | | | | | 45,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.b (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en lecture* | | | | | | 42,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.b' Proportion d'enfants et de jeunes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | | | | | | 46,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.b' (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | | | | | | 46,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.b' (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en fin de cycle primaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en mathématiques* | | | | | | 45,00 | | % | Enquête PASEC 2014 | |
| *4.1.1.c Proportion d'enfants et de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales lecture* | | | | | | | | | | |
| *4.1.1.c (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales lecture* | | | | | | | | | | |
| *4.1.1.c (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales lecture* | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *4.1.1.c' Proportion d'enfants et de jeunes en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales lecture* | | | | | | | | | | |
| *4.1.1.c' (i) Proportion d'enfants et de jeunes hommes en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales lecture* | | | | | | | | | | |
| *4.1.1.c' (ii) Proportion d'enfants et de jeunes femmes en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales lecture* | | | | | | | | | | |
| 4.4.1 Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en informatique et en communication, par type de compétence | | | | | | | | | | |
| *4.4.1 Proportion de la population de 15 ans et plus utilisant l'ordinateur* | | | 5,20 | 2,60 | | | 9,20 | % | Enquête 1-2-3 2012, EDS 2013-2014, E-QUIBB 2016, Rapport inédit | Proxy |
| *4.4.1 Proportion de la population de 15 ans et plus utilisant l'Internet* | | | 4,50 | | | | 10,10 | % | Enquête 1-2-3 2012, E-QUIBB 2016, Rapport inédit | Proxy |
| *4.4.1 Proportion de la population disposant d'une adresse électronique* | | | | | | | 13,20 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | Proxy |
| 4.6.1 Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numératie fonctionnels. | | | | | | | | | | |
| *4.6.1 Pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée atteignant au moins un certain niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles en matière de lecture et d'écriture, Masculin* | | | | 88,00 | | | | % | EDS 2013-2014 | Ensemble 15-59 |
| *4.6.1 Pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée atteignant au moins un certain niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles en matière de lecture et d'écriture, Féminin* | | | | 63,80 | | | | % | EDS 2013-2015 | Ensemble |
| *4.6.1 Taux d'alphabétisme des adultes* | | | | | | | 64,70 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : a) l'électricité; b) l'Internet à des fins pédagogiques; c) des ordinateurs à des fins pédagogiques; d) des infrastructures et des matériels adaptés aux élèves handicapés; e) une alimentation de base en eau potable; | | | | | | | | | | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à l'électricité (niveau sécondaire inférieur)* | | 14,56 | | 12,37 | 13,70 | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à une alimentation de base en eau potable (secondiare inférieur)* | | 46,00 | | 41,00 | | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à aux toilettes par genre (niveau primaire)* | 35,00 | | | 41,00 | | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à l'électricité (niveau primaire)* | 7,86 | 8,93 | | 8,36 | 9,40 | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à une alimentation de base en eau potable (niveau primaire)* | 35,00 | | | 41,00 | | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *4.a.1 Proportion d'établissements scolaires ayant accès à aux toilettes par genre (niveau primaire)* | | 46,00 | | 41,00 | | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 4. b.1 Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation | 2,24 | 1,74 | 1,93 | 3,42 | 3,43 | 3,45 | | Milliards de USD | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 4. c.1 Proportion d'enseignants dans : a) le préscolaire; b) le cycle primaire; c) le premier cycle du secondaire; et d) le deuxième cycle du secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées | | | | | | | | | | |
| *4. c.1 Proportion d'enseignants dans le préscolaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées* | 1,76 | 1,76 | 1,72 | 1,74 | 1,70 | | | % | INS, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD. Enseignants formés en préscolarité/Total des enseignants formés |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *4. c.1 Proportion d'enseignants dans le cycle primaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées* | 53,40 | 53,40 | 54,90 | 53,70 | 55,00 | | | % | INS, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD. Enseignants formés en cycle primaire/Total des enseignants formés |
| *4. c.1 Proportion d'enseignants dans le cycle secondaire qui ont suivi (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) au moins les formations organisées* | 44,70 | 44,70 | 43,30 | 44,40 | 43,20 | | | % | INS, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD. Enseignants formés en secondaire/Total des enseignants formés |
| **Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles** | | | | | | | | | | |
| 5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | --- | Constitution de la République | Articles 12,13,14 et 15 |
| 5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales | | | | | | | | | | |
| *5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans le parlement national* | 8,40 | 9,80 | 8,90 | 8,90 | 10,60 | 8,90 | 8,90 | % | Ministère des relations avec le parlement (DEP, OCDD), RNDH de 2015 | |
| *5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les administrations locales* | | | | | | | | | | |
| 5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction | | | | | 0,30 | | | % | Rapport bilan OMD | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Sécretaires Généraux* | | | 13,70 | 13,70 | 13,70 | 13,70 | | % | Ministère de la Fonction Publique | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Président du conseil d'administration* | | | | | | 8,10 | | % | Ordonnances présidentielles | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Administrateur directeur général* | | | 10,80 | 10,80 | 10,80 | 10,80 | | % | Ordonnances présidentielles | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Administrateur directeur technique* | | | 13,50 | 13,50 | 13,50 | 13,50 | | % | Ordonnances présidentielles | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Ministres* | 12,12 | 10,47 | 11,54 | 11,54 | 11,54 | 9,38 | 9,38 | % | Ordonnances présidentielles | Calcul de l'OCDD |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *5.5.2 Proportion de femmes Vice-Ministres* | 14,29 | 17,15 | 25,00 | 25,00 | 25,00 | 40,00 | 40,00 | % | Ordonnances présidentielles | Calcul de l'OCDD |
| *5.5.2. Proportion de femmes Parquet près de la cours constitutionnelle* | | | | 28,50 | | | | % | Cours supreme et parquets généreaux | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Cours supreme et parquet général de la République* | | | | 6,25 | 6,25 | 6,25 | | % | Cours supreme et parquets généreaux | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Cours d'appel et parquet général* | | | | 11,90 | | 11,97 | | % | Cours supreme et parquets généreaux | |
| *5.5.2 Proportion de femmes Tribunaux de grande instance et parquet de grande instance* | | | | 20,46 | | 20,44 | | % | Cours supreme et parquets généreaux | |
| 5. a.1 a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe;<br>b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit | | | | | | | 53,85 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| *5. a.1 a) Proportion de la population agricole urbaine ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles* | | | | | | | 52,30 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| *5. a.1 a) Proportion de la population agricole rurale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles* | | | | | | | 55,40 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| 5.a.2 Existence d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres | Non | Non | Non | Non | Oui | Oui | Oui | | Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant le Loi n°87-010 du 1er août 1987 portant Code de la Famille | |
| 5. b.1 Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe | 17,32 | 21,58 | 27,59 | 37,33 | 49,06 | 49,00 | | % | ARPTC, Présidence de la République | |
| 5.c.1 Existence des systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | | Lois de reddition des comptes | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des services en eau** | | | | | | | | | | |
| 6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité | 48,10 | | 50,20 | | | | 53,80 | | MICS 2010 ; Enquête 1-2-3 2012 ; E-QUIBB 2016, Rapport inédit | |
| 6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon | 26,83 | 27,21 | 27,58 | 27,94 | 28,30 | 28,65 | 29,09 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 6.a.1 Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics | 8,99 | 4,82 | 6,07 | 6,59 | 6,73 | 5,49 | 3,22 | % | PGAI, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD |
| 6.b.1 Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement | | | | | | | | | | |
| **Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable** | | | | | | | | | | |
| 7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité | | | 15,00 | 14,00 | | | 18,90 | | MICS 2010 ; Enquête 1-2-3 2012 ; EDS 2013-2014 ; QUIBB 2016, Enquête 1-2-3 2012 | |
| 7.1.2 Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres | 5,00 | | 5,00 | | 5,90 | 6,17 | 6,44 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 7. a.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars | | | | | | | | | | |
| 7.b.1 Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *7. b.1 Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB* | | | | | | 19,60 | | | INS, Ministère du Plan | |
| *7. b.1 Investissements Directs étrangers sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaire aux services de développement durable* | | | | | | | | | | |
| **Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous** | | | | | | | | | | |
| 8.1.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant | 4,00 | 3,80 | 4,00 | 5,30 | 6,30 | 3,80 | -0,60 | % | FMI, Perspectives économiques mondiales, 2017 | |
| 8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi | 4,05 | 3,76 | 3,99 | 5,12 | 5,86 | 4,91 | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap | | | 0,34 | | | | | USD | Enquête 1-2-3 2012 | |
| 8.5.2 Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap | 50,10 | 51,40 | 50,30 | 46,10 | | | | % | BCC, Rapports annuels | |
| 8. a.1 Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce | | | | | | | | | | |
| *8. a.1 Engagements pris dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce* | 732,83 | 784,97 | 431,43 | 524,89 | 486,41 | | | Constant USD (Millions) | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *8. a.1 Décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce* | 300,44 | 400,84 | 513,53 | 618,22 | 559,42 | | | Constant USD (Millions) | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *8. a.1 Proportion des Décaissements sur les Engagements pris dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce* | 41,00 | 51,06 | 119,03 | 117,78 | 115,01 | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale en % du budget national* | | | | | 0,28 | 0,33 | | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale en % du PIB* | | | | | 0,04 | 0,55 | | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes d'emploi en % du budget national* | | | | | 0,11 | 0,13 | | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| *8. b.1 Dépenses publiques totales consacrées aux programmes d'emploi en % du PIB* | | | | | 0,02 | 0,023 | | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| **Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation soutenable qui profite à tous et encourager l'innovation** | | | | | | | | | | |
| 9.1.1 Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année | | | | | | | 9,10 | % | E-QUIBB 2016, Rapport inédit | Calculs de l'OCDD. QUIBB calcule la distance supérieure à 1 km et non moins de 2 Km |
| 9.1.2 Nombre de passagers et volume de fret transportés, par mode de transport | | | | | | | | | | |
| 9.1.2 Nombre de passagers transportés | 1,61 | 1,74 | 1,83 | 1,75 | 1,75 | 1,77 | | Millions | | |
| *9.1.2 Nombre de passagers transportés* | | | | | | | | | INS, Ministère du Plan | |
| *9.1.2 Nombre de passagers par voie aérienne* | 1,61 | 1,69 | 1,79 | 1,70 | 1,75 | 1,77 | | Millions | Annuaire statistique 2015, INS | |
| *9.1.2 Nombre de passagers par voie terrestre* | | | | | | | | | | |
| *9.1.2 Nombre de passagers par voie lacustre* | | | | | | | | | | |
| *9.1.2 Nombre de passagers par voie fluviale* | | | | | | | | | | |
| *9.1.2 Nombre de passagers par chemin de fer* | | 0,05 | 0,04 | 0,05 | | | | Millions | INS, Ministère du Plan | |
| 9.1.2 Volume de fret transporté | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *9.1.2 Volume de fret transportés, par voie aérienne* | 0,21 | 0,18 | 0,17 | 0,19 | 0,16 | 0,15 | | Millions de tonnes | INS, Ministère du Plan | |
| *9.1.2 Volume de fret transportés, par voie terrrestre* | | | | | | | | | | |
| *9.1.2 Volume de fret transportés, par voie lacustre* | 0,04 | 0,04 | 0,04 | 0,06 | 0,03 | | | Millions de tonnes | | |
| *9.1.2 Volume de fret transportés, par voie fluviale* | 2,60 | 3,09 | 3,12 | 3,10 | 3,29 | 3,29 | | Millions de tonnes | INS, Ministère du Plan | Y compris le port de Banana |
| *9.1.2 Volume de fret transportés, par chemin de fer* | | 0,64 | 0,61 | 0,53 | | | | Millions de tonnes | | |
| 9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière | 3 498,37 | 3 969,09 | 4 503,57 | 5 027,12 | 5 585,60 | 6 267,58 | | Millions de USD courants | Rapports annuels, BCC | |
| *9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB* | 11,31 | 10,77 | 10,58 | 10,74 | 10,78 | 11,47 | | % | Rapports annuels, BCC | Prix constants, 2005 |
| *9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, par habitant* | 53,05 | 58,29 | 64,07 | 69,29 | 74,60 | 81,12 | | USD courants | Rapports annuels, BCC | Prix constants, 2006 |
| 9.2.2 Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total | 6,99 | 6,62 | 6,60 | 7,22 | | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 9. a.1 Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures | 194,53 | 245,98 | 318,69 | 395,76 | 388,41 | 366,80 | | USD constant par habiatnt | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 9. b.1 Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie | | | | | | | | | | |
| 9. c.1 Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par types de technologie | 17,32 | 21,58 | 27,59 | 37,33 | 49,06 | 49,00 | | % | INS, Ministère du Plan | |
| *9. c.1.a Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile 2G* | 17,32 | 21,58 | 22,07 | 29,86 | 29,06 | 29,06 | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *9. c.1.b Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile 3G* | 0,00 | 0,00 | 5,52 | 7,47 | 20,00 | 20,00 | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *9. c.1.c Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile 4G* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein** | | | | | | | | | | |
| 10.1.1 Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population | | | 9,58 | | | | | | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 10.2.1 Proportion de personnes vivant avec un revenu de plus de 50 % inférieur au revenu moyen, par âge, sexe et handicap | | | | | | | | | | |
| 10.4.1 Part du travail dans le PIB, y compris les salaires et les transferts sociaux | | 3,71 | 3,48 | | | | | | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 10. a.1 Proportion de lignes tarifaires concernées par les importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement bénéficiant d'une franchise de droits | | | | | | | | | | |
| 10. b.1 Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres) | | | | | | | | | | |
| *10. b.1.a Montant total des ressources allouées au développement par l'OCDE* | 919,00 | 731,30 | 879,76 | 824,10 | 730,82 | 714,31 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | Calcul de l'OCDD |
| *10. b.1.b Montant total des ressources allouées au développement par les Banques de développement* | 401,37 | 510,23 | 498,19 | 627,32 | 666,52 | 549,37 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | Calcul de l'OCDD |
| *10. b.1.c Montant total des ressources allouées au développement par l'Union Européenne* | 231,66 | 451,33 | 181,84 | 183,12 | 144,76 | 199,57 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | Calcul de l'OCDD |
| *10. b.1.d Montant total des ressources allouées au développement par les Fonds de Développement* | 112,65 | 98,49 | 210,77 | 89,57 | 107,42 | 171,73 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | Calcul de l'OCDD |
| *10. b.1.e Montant total des ressources allouées au développement par les Nations-Unies* | 23,17 | 6,32 | 30,44 | 219,91 | 232,74 | 69,15 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | Calcul de l'OCDD |
| *10. b.1.f Investissement Direct Etranger, Net* | 13,30 | 6,50 | 10,50 | 5,20 | 4,20 | 3,00 | | % | FMI, Perspectives économiques régionales, avril 2017 | En proprottion du PIB |
| 10. c.1 Coûts des envois de fonds en proportion du montant transféré | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et soutenables** | | | | | | | | | | |
| 11.1.1 Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats | | | | | 74,80 | | 65,2 | | Nations-Unies, IAEG-SDGs/E-QUIBB 2016, inédit | |
| 11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par groupe d'âge, sexe et type de handicap | | | | | | | | | | |
| 11.3.1 Ratio entre le taux d'utilisation des terres et le taux de croissance démographique | | | | | | | | | | |
| 11.3.2 Proportion de villes dotées d'une structure de participation directe de la société civile à la gestion et à l'aménagement des villes, fonctionnant de façon régulière et démocratique | | | | | | | | | | |
| 11.a.1 Proportion d'habitants vivant dans des villes qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux tenant compte des projections démographiques et des ressources nécessaires, par taille de la ville | | | | | | | | | | |
| 11.b.1 Proportion d'administrations locales adoptant et mettant en œuvre des stratégies locales de réduction des risques conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) | | | | | | | | | | |
| 11. b.2 Existence des stratégies nationales et locales pour la réduction des risques de catastrophe | Non | Non | Non | Non | Non | Non | Non | ___ | Minstère de l'Interieur | En cours d'élaboration |
| 11.c.1 Proportion de l'assistance financière allouée aux pays les moins avancés qui est consacrée à la construction de bâtiments durables, résilients et économes en ressources et à la remise à niveau d'anciens bâtiments, en utilisant des matériaux locaux | 0,15 | 0,08 | 0,09 | 0,4 | 0,02 | 0,24 | | % | OCDE | L'aide allouée aux industries manufacturières, Industries extractives, construction |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectif 12 : Instaurer des modes de consommation et de production soutenables** | | | | | | | | | | |
| 12.2.1 Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par unité de PIB | | | | | | | | | | |
| *12.2.1 Empreinte matérielle* | 112,79 | 116,78 | 120,91 | 125,19 | 129,61 | 134,20 | 138,95 | Millions de Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *12.2.1 Empreinte matérielle par habitant* | 1,71 | 1,72 | 1,72 | 1,73 | 1,73 | 1,74 | 1,74 | Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *12.2.1 Empreinte matérielle par unité de PIB* | 1,81 | 1,81 | 1,82 | 1,82 | 1,83 | 1,83 | 1,83 | Kilogrammes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 12.2.2 Consommation matérielle nationale, consommation matérielle nationale par habitant et consommation matérielle nationale par unité de PIB | | | | | | | | | | |
| *12.2.2 Consommation matérielle nationale* | 109,06 | 111,78 | 114,57 | 117,42 | 120,35 | 123,35 | 126,43 | Millions de Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *12.2.2 Consommation matérielle nationale par habitant* | 1,65 | 1,64 | 1,63 | 1,62 | 1,61 | 1,60 | 1,59 | Tonnes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *12.2.2 Consommation matérielle nationale par unité de PIB* | 6,96 | 6,81 | 6,67 | 6,53 | 6,40 | 6,26 | 6,13 | Kilogrammes | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 12.5.1 Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés | | | | | | | | | | |
| 12.7.1 Existence des politiques et plans d'action en faveur des pratiques durables de passation des marchés publics | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | | Loi n° 10/010 DU 27 avril 2010 relative aux marchés publics | |
| 12.a.1 Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de R-D consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles | | | | | | | | | | |
| 12.b.1 Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus d'un commun accord | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | Nombre | Ministère du Tourisme | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.c.1 Montant des subventions aux combustibles fossiles par unité de PIB (production et consommation) et en proportion des dépenses nationales totales consacrées à ces combustibles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| **Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions** | | | | | | | | | | |
| 13.2.1 Existence d'une politique/une stratégie/ un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | --- | Ministère de l'Environnement | |
| 13.a.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources mobilisées par année à compter de 2020 au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars | | | | | | | | | | |
| 13.b.1 Existence d'un appui spécialisé aux fins de la mise en place de moyens efficaces de planification et de gestion face aux changements climatiques, | | | | | | | | | | |
| **Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière soutenable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable** | | | | | | | | | | |
| 14.1.1 Indicateur du potentiel d'eutrophisation côtière (ICEP) et densité des débris de plastiques flottant en surface des océans | | | | | | | | | | |
| 14.4.1 Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable | 707,00 | 707,00 | 707,00 | 707,00 | 707,00 | 707,00 | 707,00 | Millions de tonnes | Ministère de la pèche | Chiffres non revus depuis la décennie 1970 |
| 14.a.1 Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD |
| 14.b.1 Progrès réalisés par le pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 14.c.1 Progression dans la ratification, l'acceptation et l'application au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels des instruments relatifs aux océans qui mettent en œuvre le droit international, | | | | | | | | | | |
| **Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité** | | | | | | | | | | |
| 15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières | 67,99 | | | | | 67,30 | 67,16 | | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées (par type d'écosystème) | | | | | | | | | | |
| *15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre qui sont couverts par des aires protégées* | 29,52 | 29,52 | 29,52 | 29,52 | 29,52 | 29,52 | 29,52 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *15.1.2 Proportion des sites importants la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées* | 36,69 | 36,69 | 36,69 | 36,69 | 36,69 | 36,69 | 36,69 | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts | | | | | | | | | | |
| *15.2.1 Above-ground biomass in forest* | 33,70 | | | | | 33,36 | | Milllions de tonnes metriques | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *15.2.1 Proportion de superficie forestière certifiée dans le cadre d'un système de certification vérifié de manière indépendante* | 0,00 | | | | 0,00 | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *15.2.1 Proportion de la superficie forestière avec un plan de gestion à long terme* | 4,00 | | | | | | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *15.2.1 Proportion de la superficie forestière dans les aires protégées légalement établies* | 10,68 | | | | | 15,92 | | % | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| *15.2.1 Superficie forestière dans les aires protégées légalement établies* | 16,30 | | | | | 24,30 | | Milliers d'hectares | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 15.9.1 Progrès réalisés vers les objectifs nationaux établis conformément à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15.a.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes | | | | | | | | | | |
| *15.a.1 Aide publique au développement consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | 27,05 | 63,73 | 27,86 | 33,93 | 26,52 | 34,31 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | |
| *15.a.1 Dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | | | | | | | | | | |
| 15.b.1 Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes | | | | | | | | | | |
| *15.b.1 Aide publique au développement consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | 27,05 | 63,73 | 27,86 | 33,93 | 26,52 | 34,31 | | Millions de USD | PGAI, Ministère du Plan | |
| *15.b.1 Dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes* | | | | | | | | | | |
| 15.c.1 Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages | | | | | | | | | | |
| **Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes** | | | | | | | | | | |
| 16.1.1. Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100.000 habitants, par sexe et âge | | | 12,50 | | | | | % | UNODC 2016 | |
| 16.1.2. Nombre de décès liés à des conflits pour 100.000 habitants (par sexe, âge et cause) | | 0,65 | 0,23 | 0,27 | 1,82 | 0,76 | | Pour 100 000 habitants | Université d'Uppsala, http://ucdp.uu.se/#country/490 | Calculs de l'OCDD |
| 16.1.3 Proportion de la population victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *16.1.3 Proportion de la population victime de violences physiques* | | 1,00 | 2,00 | 1,00 | 10,00 | 5,00 | | % | Annuaire statistique 2015, INS | |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de violences psychologiques* | | 1,00 | 3,00 | 3,00 | 7,00 | 5,00 | | % | Annuaire statistique 2015, INS | |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de violences sexuelles* | | 5,00 | 7,00 | 5,00 | 8,00 | 9,00 | | % | Annuaire statistique 2015, INS | |
| *16.1.3 Proportion de la population victime de viols* | | 90,00 | 82,00 | 89,00 | 64,00 | 66,00 | | % | Annuaire statistique 2015, INS | |
| 16.1.4. Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente par des risques | | 38,00 | | | 30,00 | 43,00 | | % | PNUD, Rapport sur le Développement Humain (RDH) | Données tirées de la base des données Gallup World Poell Analytics |
| 16.5.1. Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel aller ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents | | | | | | | 69,70 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| 16.5.2. Proportion d'entreprise ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents | | | | 57,00 | | | | % | Banque Mondiale, Survey entreprise | |
| 16.6.1. Dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé, par secteur (ou autre similaire) | | | | 63,69 | 74,33 | 68,22 | | % | Ministère du Budget, Etats de Suivi Budgétaire et lois de reddition des comptes | Calculs de l'OCDD. |
| 16.6.2. Proportion de la population dont la dernière expérience, avec les services publics a été satisfaisante | | | | | | | 29,10 | % | E-QUIBB 2016, inédit | Calculs de l'OCDD. Proportion moyenne |
| *16.6.2.a Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de santé a été satisfaisante* | | | | | | | 45,80 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.b Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de l'éducation été satisfaisante* | | | | | | | 42,40 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *16.6.2.c Proportion de la population dont la dernière expérience avec l'administration publique a été satisfaisante* | | | | | | | 35,70 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.d Proportion de la population dont la dernière expérience avec la police a été satisfaisante* | | | | | | | 33,10 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.e Proportion de la population dont la dernière expérience avec la justice a été satisfaisante* | | | | | | | 30,60 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.f Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de fournitures de l'eau a été satisfaisante* | | | | | | | 29,00 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.g Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de fournitures de l'électricité a été satisfaisante* | | | | | | | 8,80 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.h Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services de salubrité a été satisfaisante* | | | | | | | 15,60 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.i Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services des routes a été satisfaisante* | | | | | | | 23,10 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| *16.6.2.j Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services des transports a été satisfaisante* | | | | | | | 26,90 | % | E-QUIBB 2016, inédit | |
| 16.a.1. Existence d'institutions nationales indépendantes des droits de l'homme, conformément aux principes de Paris | | | | Oui | Oui | Oui | Oui | --- | Constitution de la République | Commission Nationale des Droits de l'Homme |
| 16.b.1.Personnellement fait l'objet de discrimination ou de l'harcèlement au cours des 12 mois précédents pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme | | | | | | | | | | |
| **Objectif 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et renforcer les moyens de ce partenariat** | | | | | | | | | | |
| 17.1.1 Total des recettes publiques en proportion du PIB | 11,74 | 11,78 | 13,96 | 13,72 | 13,13 | 12,64 | 10,09 | % | BCC, Rapports annuels | |
| *17.1.1.a Total des recettes courantes en proportion du PIB* | 11,09 | 11,60 | 13,48 | 13,49 | 13,09 | 12,58 | 9,94 | % | *BCC, Rapports annuels* | |
| *17.1.1.b Total des recettes fiscales en proportion du PIB* | 8,35 | 8,87 | 10,06 | 11,28 | 10,88 | 10,97 | 8,55 | % | *BCC, Rapports annuels* | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *17.1.1.c Total des recettes extérieures en proportion du PIB* | 0,65 | 0,19 | 0,48 | 0,23 | 0,05 | 0,07 | 0,14 | % | *BCC, Rapports annuels* | |
| 17.1.2 Proportion du budget national financé par les impôts nationaux | 56,82 | 50,85 | 54,86 | 62,06 | 59,19 | 65,16 | | % | *BCC, Rapports annuels* | *Y compris les recettes de Douanes et accises* |
| 17.2.1 Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE en proportion du budget national | 29,00 | 16,22 | 16,37 | 13,88 | 11,07 | 11,19 | | % | PGAI, Ministère du Plan | |
| 17.3.1 Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total | | | | | | | | | | |
| *17.3.1 Investissements étrangers directs en proportion du budget national total* | 87,07 | 34,38 | 53,66 | 26,29 | 21,65 | 17,01 | | % | FMI, Perspectives économiques mondiales, 2017 | Calcul de l'OCDD |
| *17.3.1 Aide publique au développement en proportion du budget national total* | 55,35 | 41,21 | 37,69 | 34,68 | 29,73 | 27,45 | | % | PGAI, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD. Y compris les pays OCDE et Coopération Sud-Sud |
| *17.3.1 Coopération Sud-Sud en proportion du budget national total* | 2,09 | 1,34 | 4,17 | 1,94 | 1,22 | 0,75 | | % | PGAI, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD. Pour Inde, Chine et Afrique du Sud |
| 17.3.2 Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total | 0,07 | 0,44 | 0,04 | 0,10 | 0,06 | 0,01 | | % | WDI, Banque Mondiale | Calculs de l'OCDD |
| 17.4.1 Service de la dette en proportion des exportations de biens et services | 1,88 | 1,95 | 1,99 | 1,65 | 1,91 | 2,29 | | % | BCC, Rapports annuels | Calculs de l'OCDD |
| 17.5.1 Existence des dispositifs visant à encourager l'investissement | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | --- | Loi sur le Partenariat public-privé | Il existe plusieurs autres cadres juridiques y relatif |
| 17.6.1 Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | Unité | Ministère des affaires étrangères et coopération au développement | |
| 17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion | | | | | | | | | | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants* | 0,05 | 0,03 | 0,02 | 0,02 | 0,01 | 0,01 | | Pour 100 habitants | Annuaire statistique 2015, INS | |
| *17.6.2 Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit mobile pour 100 habitants* | 0,30 | 0,87 | 0,92 | 3,32 | 7,35 | 7,81 | | Pour 100 habitants | Annuaire statistique 2015, INS | |
| 17.7.1 Montant total des financements approuvés pour les pays en développement aux fins de la promotion de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | % | PGAI, Ministère du Plan | |
| 17.8.1 Proportion de la population utilisant Internet | 0,35 | 0,90 | 0,95 | 3,33 | 7,37 | 7,83 | | Pour 100 habitants | INS, Ministère du Plan | Calculs de l'OCDD |
| 17.9.1 Valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement | 204,98 | 276,47 | 242,92 | 302,95 | 268,60 | | | En milliards de USD (Constant) | Nations-Unies, IAEG-SDGs | |
| 17.10.1 Moyenne pondérée des taux de droits de douane | 11,03 | | | | 10,19 | | | % | WDI, Banque Mondiale | Produits manufacturés |
| 17.11.1 Part de la RDC dans les exportations mondiales | 0,05 | 0,05 | 0,04 | 0,04 | 0,05 | 0,05 | 0,04 | % | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.11.1 Part de l'Afrique Sub-Saharienne dans les exportations mondiales* | 2,23 | 2,36 | 2,33 | 2,03 | 2,01 | 1,68 | 1,60 | % | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.11.1 Part des pays à faible revenu dans les exportations mondiales* | 0,36 | 0,37 | 0,34 | 0,35 | 0,37 | 0,38 | 0,36 | % | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.11.1 Part des pays à revenu moyen dans les exportations mondiales* | 29,41 | 30,28 | 31,13 | 31,06 | 30,79 | 30,66 | 29,82 | % | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.11.1 Part des BRICS dans les exportations mondiales* | 12,27 | 12,83 | 13,29 | 13,75 | 14,10 | 14,93 | 14,24 | % | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.11.1 Part des pays à haut revenu dans les exportations mondiales* | 70,23 | 69,34 | 68,53 | 68,59 | 68,84 | 68,96 | 70,04 | % | WDI, Banque Mondiale | |
| 17.12.1 Droits de douane moyens appliqués aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement | | | | | | | | | | |
| *17.12.1 Droits de douane des pays à revenus élevés* | 1,84 | | 1,66 | | | | | | WDI, Banque Mondiale | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *17.12.1 Droits de douane moyens des pays à revenu intermédiaire* | 4,20 | | 4,86 | | | | | | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.12.1 Droits de douane moyens des pays membres de l'OCDE* | 2,01 | | 1,68 | | | | | | WDI, Banque Mondiale | |
| *17.12.1 Droits de douane moyens des BRICS* | 5,41 | 5,92 | 6,11 | 6,66 | 4,94 | 4,68 | | | WDI, Banque Mondiale | |
| 17.13.1 Tableau de bord macroéconomique | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | | | **Annexe** |
| 17.14.1 Existence des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable | Non | Non | Non | Non | Non | Non | Oui | --- | | **PNSD** |
| 17.15.1 Recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays | | | | | | | | | | |
| 17.16.1 Existence d'un sysème faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable | | | | | | | Oui | --- | OCDD | |
| 17.17.1 Montant (en dollars des États-Unis) des ressources allouées aux partenariats public-privé et aux partenariats avec la société civile | 14,61 | 23,15 | 8,92 | 11,54 | 10,79 | 14,15 | | En proportion de l'Aide | PGAI, Ministère du Plan | Société civile et Gouvernance |
| 17.18.1 Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle | 78,95 | 78,95 | 78,95 | 78,95 | 78,95 | 78,95 | 78,95 | % | OCDD, Ministère du Plan | **En moyenne** |
| 17.18.2 Existence d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | --- | INS, Ministère du Plan | |
| 17.18.3 Existence d'un plan statistique national intégralement financé et en cours de mise en oeuvre, par source de financement | Non | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | --- | INS, Ministère du Plan | |

| Les Objectifs de Développement Durable et leurs cibles | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Unité | Source | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 17.19.1 Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement | 5,85 | 2,80 | 2,34 | 1,83 | | | | En millions de USD | Nations-Unies, IAEG-SDGs | Nations-Unies |
| 17.19.2 Organisation d'au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années, et b) Avoir atteint un taux d'enregistrement des naissances de 100 % et un taux d'enregistrement des décès de 80 % | | | | | | | | | | |
| *17.19.2 Taux d'enregistrement des naissances* | | | | | 24,60 | | | | EDS 2013-2014 | |
| *17.19.2 Taux d'enregistrement des décès* | | | | | | | | | | |

*Note : Les indicateurs en italiques sont des désagrégations*

## Annexe 5. Tableau de bord macroéconomique (indicateur 19.13.1)

| SECTEURS | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. SECTEUR REEL** | | | | | | | |
| **1. Activité économique et indice de développement humain** | | | | | | | |
| Taux de croissance | | | | | | | |
| *Taux de croissance du PIB réel* | 7,10 | 6,90 | 7,10 | 8,50 | 9,50 | 6,90 | 2,40 |
| *Taux de croissance du PIB réel par tête* | 4,00 | 3,80 | 4,00 | 5,30 | 6,30 | 3,80 | -0,60 |
| Indice de développement humain (IDH) | 0,40 | 0,41 | 0,41 | 0,42 | 0,43 | 0,44 | |
| ICOR | | | | | | | |
| Baromètre de conjoncture (solde des opinions des chefs d'entreprise) | | 6,00 | 9,20 | 17,27 | 21,46 | 15,10 | -3,10 |
| **2. Offre, demande et inflation** | | | | | | | |
| Croissance de la demande intérieure réelle (C+I) | 12,27 | 10,62 | 13,48 | 7,88 | 6,66 | 2,01 | |
| Croissance de l'offre intérieure (Y) | 7,10 | 6,90 | 7,10 | 8,50 | 9,50 | 6,90 | 2,40 |
| Taux d'investissement | 24,00 | 37,76 | 36,29 | 33,20 | 31,95 | 27,07 | |
| Inflation | 9,80 | 15,40 | 2,72 | 1,07 | 1,03 | 0,80 | 11,24 |
| **3. Importance relative des secteurs d'activité** | | | | | | | |
| Valeur ajoutée de l'agriculture/PIB (%) | 19,58 | 18,97 | 18,33 | 17,61 | 16,85 | 16,50 | |
| Valeur ajoutée des mines/PIB (%) | 20,04 | 23,22 | 23,79 | 24,15 | 26,32 | 25,80 | |
| Valeur ajoutée de l'industrie manufacturière/PIB (%) | 11,31 | 10,77 | 10,58 | 10,74 | 10,78 | 11,47 | |
| Valeur ajoutée BTP/PIB (%) | 3,40 | 3,75 | 4,03 | 4,24 | 3,92 | 3,43 | |
| **II. FINANCES PUBLIQUES** | | | | | | | |
| **1. Mobilisation des ressources** | | | | | | | |
| Recettes internes/PIB | 11,74 | 11,60 | 13,48 | 13,49 | 13,09 | 12,58 | 9,94 |
| Recettes fiscales/PIB | 8,35 | 8,87 | 10,06 | 11,28 | 10,88 | 10,97 | 8,55 |
| Recettes extérieures/PIB | 0,51 | 0,63 | 0,66 | 1,28 | 0,64 | 0,47 | 0,14 |
| Recettes totales/PIB | 15,47 | 11,78 | 13,96 | 13,72 | 13,13 | 12,64 | 10,09 |
| **2. Qualité des dépenses publiques et règles d'or de précaution budgétaire** | | | | | | | |
| Dépenses totales/PIB | 12,99 | 17,45 | 18,33 | 18,17 | 18,38 | 16,83 | 10,90 |

| SECTEURS | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses de luttes contre la pauvreté/Dépenses totales | | 25,62 | 21,53 | 20,89 | 17,42 | 24,06 | |
| Dépenses de rémunération/Recettes internes | 26,34 | 38,51 | 34,57 | 34,78 | 36,29 | 40,83 | |
| Dépenses courantes/recettes totales | 54,34 | 98,94 | 80,18 | 98,65 | 96,48 | 93,78 | |
| Dépenses d'investissement/Endettement non monétaire | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | |
| **3. Viabilité du solde budgétaire et règles d'or de prudence budgétaire** | | | | | | | |
| Solde courant/PIB | 0,76 | -0,85 | 1,44 | -0,16 | -0,30 | -0,73 | -0,80 |
| Solde primaire/PIB | | | | | | | |
| Dette Publique/PIB | 30,88 | 24,51 | 22,74 | 20,02 | 17,51 | 16,11 | 16,78 |
| Solde structurel/PIB | 0,02 | -0,01 | -0,05 | -0,10 | -0,16 | -0,22 | |
| **III. SECTEUR EXTÉRIEUR** | | | | | | | |
| **1. Taux de change, cours des matières premières et transactions en devises** | | | | | | | |
| Taux de change | | | | | | | |
| *Indicatif* | 915,10 | 919,00 | 915,17 | 925,50 | 925,20 | 926,00 | 1 215,59 |
| *Parallèle* | 934,50 | 922,70 | 923,33 | 938,00 | 932,30 | 934,50 | 1 281,67 |
| Cours des matières premières | | | | | | | |
| *Cuivre (en USD)* | 6 102,00 | 7 730,10 | 8 819,10 | 7 960,30 | 7 394,00 | 6 428,78 | 4 628,00 |
| *Pétrole (USD/baril)* | 79,50 | 95,10 | 94,20 | 110,59 | 62,99 | 38,89 | 45,85 |
| **2. Balance générale de paiements** | | | | | | | |
| *Solde de la balance commerciale (en % du PIB)* | 2,02 | 2,15 | 0,23 | 2,46 | -1,07 | -0,76 | |
| *Solde de la balance courante (en % du PIB)* | -9,47 | -4,96 | -4,30 | -9,51 | -4,80 | -4,08 | -3,39 |
| *Solde global de la balance de paiements (en % du PIB)* | -5,55 | 0,29 | 2,05 | 0,19 | 0,32 | -0,66 | |
| *Évolution des IDE (en % du PIB)* | 13,30 | 6,50 | 10,50 | 5,20 | 4,20 | 3,00 | |
| **3. Niveau des réserves internationales et dette extérieure** | | | | | | | |
| Niveau des réserves internationales | | | | | | | |
| *En chiffre (en millions de USD)* | | | | 845,44 | 1 645,15 | | |
| *En mois d'importation* | 1,30 | 1,40 | 1,60 | 1,50 | 1,70 | 1,20 | 0,60 |

| SECTEURS | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **IV. MONNAIE ET CRÉDIT** | | | | | | | |
| **1. Masse monétaire, indicateurs et ratios spécifiques** | | | | | | | |
| Croissance de l'offre de monnaie | 30,80 | 23,10 | 21,20 | 18,10 | 14,20 | 9,20 | |
| Multiplicateur monétaire | 3,28 | 3,06 | 3,48 | 3,54 | 3,50 | 3,45 | |
| Taux de liquidité | 34,48 | 16,39 | 16,95 | 18,87 | 11,94 | 12,40 | |
| Vitesse de circulation de la monnaie | 2,90 | 6,10 | 5,90 | 5,30 | 8,38 | 8,06 | |
| **2. Instruments de politique monétaire et facteurs institutionnels de la liquidité** | | | | | | | |
| Taux d'intérêt directeur | | | | | | | |
| *Nominal* | 22,00 | 20,00 | 4,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 7,00 |
| *Réel* | 12,2 | 4,6 | 1,28 | 0,93 | 0,97 | 1,2 | -4,24 |
| Coefficient de réserve obligatoire | | | | | | | |
| *Sur dépôts à terme en MN:* | | | | 7,00 | 0 | 0 | 0 |
| *Sur dépôts à vue en MN:* | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 5,0 | 2,0 | 2,0 |
| *Sur dépôts à terme en devises:* | | | | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 12,0 |
| *Sur dépôts à vue en devises* | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 8,0 | 8,0 | 8,0 | 13,0 |
| Encours des bons BCC (*En mias de CDF*) | 135,60 | 115,00 | 95,00 | 164,30 | 107,30 | 47,00 | |
| Encours de refinancement (*En mias de CDF*) | | 4,75 | 0,08 | 6,90 | 69,50 | 56,20 | |
| **3. Indicateurs du système bancaire et financier** | | | | | | | |
| Taux d'intérêts | | | | | | | |
| *Débiteurs en MN* | 44,69 | 40,61 | 30,22 | 19,18 | 20,13 | 19,04 | |
| *Débiteurs en devises* | 18,90 | 19,22 | 15,36 | 14,84 | 14,17 | 14,23 | |
| Crédits à l'économie *(en % du PIB)* | | | 5,82 | 6,05 | 6,56 | 6,91 | |
| Dépôts bancaires *(en % du PIB)* | | | 8,64 | 9,18 | 9,53 | 10,07 | |
| *A vue (en % du PIB)* | | | 6,76 | 7,03 | 6,93 | 7,25 | |
| *A terme (en % du PIB)* | | | 1,87 | 2,15 | 2,60 | 2,82 | |

**Source :** OCDD

# Comité d'élaboration et de validation

| | |
|---|---|
| **1. Supervision** | |
| Modeste BAHATILUKWEBO | Ministre d'Etat, Ministre du Plan |
| Jean-Pierre ZEKPELE MONDOMBE | Vice-Ministre du Plan |
| Dominic Sam | Directeur pays du PNUD |
| **2. Pilotage et coordination technique** | |
| Vincent NGONGA NZINGA | Coordonnateur National, OCDD |
| Philémon MFULUTOMA LUKOKI | Coordonnateur National Adjoint, OCDD |
| Ernest BAMOU | Economiste principal/PNUD |
| Jean AMISI MUTUMBI KALONGANIA | Economiste national/PNUD |
| **3. Équipe de rédaction** | |
| Vincent NGONGA NZINGA | Coordonnateur National, OCDD |
| Modeste NYEMBO KAKANDA | Expert OCDD |
| Oasis KODILA TEDIKA | Expert OCDD |
| Ernest BAMOU | Economiste principal/PNUD |
| Jean AMISI MUTUMBI KALONGANIA | Economiste national/PNUD |
| **4. Équipe de validation** | |
| Prosper JUMA | DGA, INS |
| Juliette KASONGO | Expert permanent, OCDD |
| Etienne LUPAKA BAROANI | Expert permanent, OCDD |
| Yung MASUDI MWANA YILE | Expert permanent, OCDD |
| Roger KOYANGE PILIPILI | Expert permanent, OCDD |
| Pascaline NTABUGI | Assistante à la Coordination, OCDD |
| Achille LINDONDO AUNGA | Chargé d'Etudes/OCDD |
| SELEMANI TUENA-MAMBA | Chargé d'Etudes/OCDD |
| Lambic IKOLI NDOMBO | Chargé d'Etudes/OCDD |
| Eric MATEZUA LOAMBO | Chargé d'Etudes/OCDD |
| Amina KOFAMA | Chargé d'Etudes/OCDD |
| Aboubacar MUDJANA HERADI | Chargé d'Etudes/OCDD |
| Martin DUNIA | Chargé d'Etudes/OCDD |
| Christian LUBUIKA | DEP/Medias |
| Beker MALONDA | IRES/Unikin |
| Jean-Marie VIANEY | BAD |
| Noella KENDWA | INS |
| Jean-Claude SALUMU | DEP/Décentralisation |
| Felix BAENGENGA | Secrétaire général/Global Compact |
| Magloire DJEMO | Société civile |
| Dem's MANGANI | Banque centrale du Congo |
| Christian MULONGO | Banque centrale du Congo |

| | |
|---|---|
| Pacifique KAOZE | DEP/Urbanisme et Habitat |
| Didier BOKELO | CAID/Primature |
| BASANGA YAPAPA | DEP/Affaires sociales |
| Marc MWEMBO | CAID/Primature |
| David VOLOGBIA | DEP/Commerce extérieur |
| NEMBUNZU MUGANDJO | DEP/PMEA |
| ALINGITE EYUMU | DEP/Industrie |
| BOTAY BOKETSU | DEME/Plan |
| BELINDA MASAMBOMBO | DEP/Affaires foncières |
| NSONGOLO Walter | OCDD/Consultant |
| MBAYO MUGANZA | DEP/Hydrocarbures |
| BOKUMA ONSITI | INS |
| Carol ILUNGA | DEP/Agriculture |
| Constant NGOYI | DEP/Energie |
| Andy BASEMBE | PGAI/Plan |
| Michel NGELIBOTINI | Min. Plan |
| LIBENGE LIBER | PGAI/Plan |
| Remy MUNONGO | CEPI/Industrie |
| NZUZI LUYENGI | Min. Plan |
| Célestin ISSIMBA | DEP/EPSP |
| Yvon MPWEPU | DEP/Culture et Arts |
| LUPAPA LIBOTE | INS |
| KIRONGOZI BOUMBI | STAREC |
| MBETOLO MBEMBA | DEP/Solidarité et Actions humanitaires |
| ELONGO UMBA | Banque centrale du Congo |
| Major NDELA | DEP/Défense |
| Michel OLLE OKOKO | SAGT/Plan |
| MIZWA AYIGUY | DEP/PTNTIC |
| Generose KAYOWA | DEP/Justice |
| SUNDA MAKIESE | DEP/Tourisme |
| MBOMBO BEMBE | DEP/Finances |
| MUDERHWA MUSHI | Conseiller/Affaires coutumières |
| MBUYI NGALA | DEP/FPMA/ETP |
| BIA LUSALA | DEP/MINEPA |
| BETUKUMESU NGALULA | DEP/Budget |
| KALEMA KABULU | DEP/MINES |
| MUIPATE YATSHUNDA | DEP/ESU |
| ITONGUA ILUBA | DEP/Fonction publique |
| KAMORI MUTUALE | DEP/Prévoyance sociale |
| IFALA NKOMBO | DEP/DEME |

| | |
|---|---|
| WANGO ETIENNE | DEP/RURAL |
| Florence KAYEHERE | DEP/Affaires étrangères |
| Luzzie NDUELE | DEP/Intégration régionale |
| UMBA DILUTETE | DEP/Coopération internationale |
| MANYIKASI NDIMBU | DEP/Emploi |
| AKU BASEKE | DEP |
| NZAMBATE MOPELE | DEP/Intérieur |
| MBONDO BEMBE | DEP/Finance |
| Gabriel NTUMBA | CD/Aménagement du territoire |
| Claude KIPELEKA | Finance |
| Rolly MBOMOTEMA | CB/Portefeuille |
| MOIKALA ESENGA | CB/Economie |
| KUMBI MUNDIAL | DEP/Finance |
| MAVAMBU LUTETE | DEP/Genre |
| Dr KABALA NTUMBA | PNMLS/Présidence |
| MALELA NDENGAKWA | DEP/Recherches scientifiques |
| Emmanuel SUNGANI | Société civile/UNIKIN-FASEG |
| BUKASA MOKOMBA | Société civile/UNIKIN-FASEG |
| KASONGO LOKASO | DEP/ITPR |
| Claude BOYOO | CB/Environnement |
| KIABANZU WOKO | CD/Transport |
| Godet NEMBUNZU | DEP/PME |
| Smith MPAKA | UNESCO |
| Joseph NTUMBA | DEP/Jeunesse |
| Osborn KITSUIMI | SNIS |
| Michka SEROUSSI | UNICEF |
| Dr Dieudonné MPUNGA | DEP/Santé publique |
| **5. Équipe d'appui technique** | |
| Georges NGUEFACK-TSAGUE | Consultant international |
| Alexis LUKAKU NZINGA | Consultant national |
| **6. Secrétariat technique** | |
| Paulin MULINDANGABO | Secrétaire administratif/OCDD |
| Cardozo NTUMBA | Informaticien /OCDD |
| ASMINI BWEBWE | Program Associate/UPS-PNUD |
| Alice DE BONDT VITA | Attaché de presse/OCDD |
| Nancy NDONGALA | Stagiaire /OCDD |
| Lyliane BUNTA | Hôtesse/OCDD |
| Willy KASESE | Stagiaire/OCDD |

Imprimerie MÉDIASPAUL - Kinshasa - 2018
Imprimé en RDC - Printed in DRC
*www.mediaspaul.cd*